

L'Amérique centrale

Une Amérique indienne et latine

Etendue des frontières méridionales du Mexique à l'Amérique du Sud, la région identifiée généralement comme l'Amérique centrale correspond aux territoires occupés aujourd'hui par sept Etats qui sont, du nord au sud et d'ouest en est, le Guatemala, le Salvador, le Belize (ancien Honduras britannique), le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et le Panama. Riche d'un remarquable passé précolombien – dans la mesure où l'actuel Guatemala fut, avec le Yucatan mexicain et, secondairement, le Honduras, le foyer de la civilisation maya –, cette région précocement reconnue par les premiers découvreurs du Nouveau Monde constitua ensuite – davantage du fait de sa situation que de ses ressources propres – un élément important de l'Empire espagnol d'Amérique dont elle s'émancipa à la même époque que les pays voisins. Une fois acquises les indépendances, le morcellement politique et bientôt l'hégémonie économique de la grande puissance nord-américaine contribuèrent au maintien de rapports de sujétion qui persistent aujourd'hui, dans une région où les défis de la croissance démographique, du développement économique et du réveil indianiste apparaissent porteurs de lourdes incertitudes.

Sommaire :

- Un isthme qui s'étire entre les deux océans Atlantique et Pacifique
- L'Amérique centrale précolombienne
- Le temps de la colonisation espagnole
- Le temps de l'indépendance
- Découverte et conquête de l'Amérique centrale
- Le Guatemala
- Le Belize
- Le Honduras
- Le Nicaragua
- El Salvador
- Le Costa Rica
- Le Panama

Un isthme qui s'étire entre les deux océans Atlantique et Pacifique

Pont jeté entre deux sous-continent, zone de transition et de rencontre, l'Amérique centrale s'étend sur environ 600 000 kilomètres carré, de la frontière séparant le Mexique du Guatemala jusqu'à celle établie entre le Panama et la Colombie.

Au nord, l'espace géographique occupé aujourd'hui par les deux Etats du Guatemala et du Belize s'articule en trois paliers, et la présence de deux importants axes montagneux commande la diversité des paysages. La grande chaîne qui traverse la partie méridionale du Guatemala se scinde en deux rameaux principaux : la Sierra des Cuchumatanes, qui va de la frontière mexicaine à l'Atlantique et, plus au sud, presque parallèle à la côte du Pacifique, la Sierra Madre, qui se

ramifie en plusieurs chaînons et qui n'est séparée de l'océan que par un couloir dont la largeur varie entre quarante et soixante-dix kilomètres. C'est sur le haut plateau central de cette Sierra Madre que se trouvent, entre 1 500 et 2 500 mètres d'altitude, les villes les plus importantes du pays (Ciudad de Guatemala, la capitale, Antigua, Chimaltenango, Totonicapan ou Quetzaltenango...) La Sierra Madre ne compte pas moins de trente-trois volcans dont les éruptions peuvent se révéler redoutables dans une région menacée également par de violents séismes. De tous ces volcans, le plus élevé, le Tajumulco, culmine, dans l'ouest, à 4 220 mètres d'altitude, alors que le Fuego, l'Agua et l'Acatenango se dressent à l'horizon de la capitale. Climat et altitude déterminent les caractéristiques des diverses régions. La zone relativement étroite qui s'étend du pied de la Sierra Madre au littoral pacifique est de climat tropical et constitue le domaine d'élection des plantations de canne à sucre et de coton, ainsi que des bananeraies... Le haut plateau occidental, encadré par les deux chaînes montagneuses, bénéficie de conditions tempérées favorables aux cultures du café et du cacao. La zone « atlantique » s'allonge pour sa part de la marge septentrionale de la Sierra des Cuchumatanes et s'étend sur la vaste région du Peten ; les diverses essences de bois – c'est un mot d'origine nahuatl, révélateur de l'influence aztèque dans la région, *Quauhtemallan*, qui signifie « terre des arbres » qui a donné son nom au Guatemala – et les bananeraies constituent ses principales ressources. Cultivé à toutes les altitudes, le maïs occupe la moitié de la surface agricole. Les conditions naturelles font que les deux tiers de la population sont installés sur moins d'un tiers du territoire, au-dessus de mille mètres d'altitude, alors que le troisième tiers se répartit sur le reste, le Peten, couvert de jungle et représentant à lui seul le tiers de la superficie, mais qui demeure à peu près vide... Les cours d'eau, de régime tropical humide, sont orientés vers le golfe du Honduras (Le Motagua et le Rio Dulce), l'océan Pacifique (le Salama, sur les rives duquel le conquistador Pedro de Alvarado remporta une victoire décisive), ou le golfe du Mexique (l'Usumacinta, le fleuve sacré des Mayas). Le lac d'Izabal (le plus étendu, dans l'arrière-pays de Puerto Barrios, sur la côte atlantique) et celui d'Atitlan (situé à 1 500 mètres d'altitude dans les montagnes de l'ouest et encadré, à une centaine de kilomètres de la capitale, par les trois volcans Toiman, Atitlan et San Pedro) sont, avec celui de Peten Itza, les plus remarquables du pays.

Au sud-est, les cinq Etats actuels du Honduras, du Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica et du Panama se partagent un territoire de 408 571 kilomètres carré (respectivement 112 088, 21 393, 148 000, 50 900 et 75 650 kilomètres carré), étendu entre le septième et le seizième degré de latitude nord. Les principales caractéristiques de la géographie de l'isthme méso-américain peuvent être présentées dans le cadre d'une division en trois zones d'inégale largeur, qui sont, d'ouest en est, la zone du Pacifique, la zone centrale des hautes terres et, enfin, la zone caraïbe. Orientée du nord-ouest au sud-est, une chaîne volcanique récente s'étend à l'ouest sur plus de quinze cents kilomètres, de la frontière séparant le Mexique du Guatemala au Costa Rica central. C'est sur ses versants méridionaux et occidentaux que le régime des vents – les alizés soufflant du nord-est – a permis la formation de sols fertiles nés du dépôt de cendres volcaniques. Au sud-est, les grands lacs de Managua et, surtout, celui de Nicaragua (160 kilomètres de long sur 70 de large) occupent la dépression du Nicaragua qui s'étend de l'embouchure du San Juan sur la côte caraïbe au golfe de Fonseca sur le littoral du Pacifique... Au sud de la chaîne volcanique, la vallée centrale du Costa Rica bénéficie également, dans les bassins de San José et de Cartago, de la présence de sols d'origine volcanique propices à l'occupation humaine. Plus au sud encore, l'isthme est occupé par la cordillère de Talamanca, prolongée au Panama par de nouvelles formations volcaniques d'âge tertiaire. A l'est, les chaînes de l'isthme du Darien se rattachent au système de la cordillère des Andes. Assez régulière au Salvador et au Nicaragua – quoique séparée en deux parties distinctes par la profonde échancrure du golfe de Fonseca –, la côte pacifique est plus découpée au Costa Rica et au Panama avec, notamment, à l'ouest du canal, la baie de Parita et la péninsule d'Azuero où les importantes précipitations (jusqu'à 4 000 millimètres) ont engendré et entretiennent une forêt tropicale dense alors que les hautes terres de l'intérieur ne reçoivent que 2 000 à 3 000 millimètres d'eau annuels. Les hautes terres du Honduras et du nord du Nicaragua présentent un relief complexe, résultat d'une intense activité tectonique tertiaire et de la persistance du volcanisme. Le Honduras dispose aussi, en direction de la côte atlantique, de nombreux bassins riches de sols alluviaux formés par les fleuves Chamelecon ou Aguan. Les pluies sont là moins abondantes, mais la région ne reçoit pas moins de

1 000 à 2 000 millimètres d'eau qui favorisent l'extension de forêts de pins. La Mosquitia, ou pays des Indiens mosquitos (ou miskitos), correspond à la partie orientale du Nicaragua et à une grande partie du nord-est du Honduras. Formée de sols sablonneux issus pour une part des alluvions transportés par le fleuve San Juan, qui marque la frontière entre Nicaragua et Costa Rica, cette plaine s'achève à la frontière entre Costa Rica et Panama dont la côte atlantique apparaît nettement plus découpée, ce qui correspond au caractère accidenté du relief de l'arrière-pays. Si l'on excepte la savane qui correspond à la Mosquitia, c'est la forêt tropicale qui prédomine sur les terres proches de la côte atlantique et cette même jungle se prolonge à l'est du canal de Panama, dans la province de Darien.

L'Amérique centrale précolombienne

L'unité géographique qui permet d'identifier assez clairement la région ne se retrouve pas quand on aborde les différentes cultures historiques ou primitives qui s'y sont développées au fil des siècles. On peut en effet y distinguer trois aires culturelles : celle qui, au Guatemala – avec les sites contemporains dans le Yucatan mexicain, au Honduras avec Copan, au Salvador avec Tazumel et au Belize avec Caracal – correspond à la brillante civilisation maya, puis une zone de tradition méso-américaine et, enfin, une région influencée par l'Amérique du Sud voisine.

Ethnologues et archéologues s'accordent aujourd'hui pour affirmer que les premiers habitants du continent américain sont venus d'Asie par le détroit de Béring, mais se partagent quant à la date de leur arrivée en Amérique centrale où ils se sont peu à peu sédentarisés, grâce à de lents progrès de l'agriculture, poursuivis sur trois millénaires, de 4000 à 1000 avant notre ère. A une date haute plaçant cette arrivée dès -20 000, certains préfèrent une période allant de -12 000 à -8 000.

La rareté des vestiges archéologiques fait que la période formative de la civilisation maya (3000-1500 avant J.-C.) demeure mal connue, mais on sait cependant que les premiers Mayas se sont installés vers 2500 avant J.-C. sur les hautes terres du Guatemala et du Chiapas mexicain pour y pratiquer la culture du maïs. C'est l'époque préclassique (XIVe-IIIe siècle avant J.-C.) qui voit le développement des premiers villages permanents, notamment sur la côte pacifique du Guatemala, alors que se développe, sur les hautes terres, la céramique de type Arevalo. Le site de Kaminaljuyu, fouillé depuis plus d'un demi-siècle par les archéologues de la Carnegie Institution de Washington, a permis de suivre l'évolution de la production céramique, depuis la phase plus ancienne d'Arevalo à celle de Las Carcas qui, contemporaine des VIe-Ve siècles avant J.-C., a livré des statuettes et des vases décorés tout à fait particuliers. La phase suivante, dite « Miraflores » – du nom de son site le plus caractéristique – correspond à la fin de l'époque préclassique et est attestée par la présence de près de deux cents tumuli et des vestiges d'une pyramide au sommet de laquelle se trouvait un temple et qui était dotée d'un escalier unique. Cet édifice abritait deux tombes contenant de riches mobiliers funéraires. Cette période voit aussi l'essor de la céramique dite « Usulután ». La culture Xe apparaît alors dans les basses terres, à Altar de los Sacrificios et à Seibal, tandis que la culture Mamom, contemporaine du Ve siècle avant J.-C., est attestée dans les sites d'Uaxactun et de Tikal. La culture d'Izapa, qui s'est développée à proximité de la côte du Pacifique, remonte au préclassique moyen et ne connaît encore ni l'écriture ni le calendrier, présents en revanche à El Baul, un site exploré par John Eric Thompson, l'un des archéologues qui ont ressuscité la civilisation maya. La fin de l'époque préclassique voit, vers le IIe siècle avant J.-C., les sites prendre une allure monumentale, avec leurs édifices construits en calcaire et leurs pyramides à escalier central. La période « classique » de la civilisation maya s'étend ensuite de 300 à 900, ce dont témoigne la tablette de Leyde, découverte à Puerto Barrios et portant une date correspondant à 320 après J.-C. Les édifices précolombiens des hautes terres du Guatemala ont été mentionnés pour la première fois au XVIe siècle par le conquistador Pedro de Alvarado et par les chroniqueurs Bernal Diaz del Castillo et Francisco Antonio Fuentes y Guzman. Il faut ensuite attendre le XIXe siècle pour voir arriver sur place les pionniers de l'archéologie maya, John Lloyd Stephens et Frédérick Catherwood, Charles-Etienne Brasseur de Bourbourg puis Alfred Percival Maudslay et Karl Sapper. Les fouilles réellement scientifiques ne commencent que dans les

années trente du XXe siècle, après que Robert Earle Smith a identifié les différentes phases de la céramique maya, auxquelles il a donné les noms suivants : Mamom et Chicanal (correspondant au milieu et à la fin de l'époque préclassique), Matzanel (proto-classique), Tzakol et Tepeu (début et fin de l'époque classique). Pyramides et tombes d'Uaxactun sont étudiées durant l'entre-deux-guerres. Tikal, considérée par L. Halle comme « le site le plus important du Nouveau Monde », est explorée dès la fin du XIXe siècle, avant qu'Edwin Shook, de l'University Museum of Pennsylvania de Philadelphie n'entame des fouilles méthodiques au cours des années cinquante du siècle dernier. Il révèle que la population de la ville a pu atteindre quarante-cinq mille habitants vers 550 après J.-C., avant d'entamer, à la fin du VIIIe siècle, un déclin qui se conclura, vers l'an mil, par l'abandon de la ville. Teobert Maler, Gregory Mason et John Eric Thompson furent les principaux inventeurs du patrimoine maya du Belize, notamment des vestiges de San José, fouillés par Thompson pour le Field Museum de Chicago dans les années trente du XXe siècle. Dès 1576, Diego Garcia de Palacio signale à Philippe II d'Espagne l'existence de la cité de Copan, sur le territoire actuel du Honduras. Occupé de 460 à 801 après J.-C., le site est riche de ses stèles, de son acropole, de ses temples du Jaguar et des Inscriptions et de son escalier aux Hiéroglyphes. Copan fut le premier grand site maya à être étudié, dès 1839, par Stephens et Catherwood, qui mirent d'emblée en lumière l'importance de son extension (treize kilomètres sur trois). L'absence de scènes guerrières et d'armes dans le décor sculpté témoigne d'une originalité révélatrice de la diversité des cités mayas qui fleurirent dans le Nord de l'Amérique centrale durant la période classique.

Les cultures que l'on découvre plus à l'est, dans la zone de tradition « méso-américaine », ont été identifiées au Salvador, dans les parties occidentale, centrale et méridionale du Honduras – Copan illustrant au nord la présence de la civilisation maya – dans l'ouest du Nicaragua et le nord-ouest du Costa Rica, jusqu'à la hauteur du dixième degré de latitude nord. La poterie est en usage dans cette zone, au moins dès le début du premier millénaire avant J.-C., dans la mesure où elle est attestée un millénaire plus tôt au Mexique et au Panama, ainsi que dès 1300 de l'ère ancienne sur la côte pacifique du Guatemala. La période dite « pré-Usulután », qui s'étend jusqu'à -200, est attestée au Honduras dans la vallée de Comayagua et près du lac de Yojoa. Le décor demeure très élémentaire et les particularismes locaux prévalent. Le site de Los Naranjos, près du lac Yojoa, semble témoigner d'une influence olmèque. Dans cette phase, dite « Jaral », la société apparaît déjà hiérarchisée et les constructions de fossés et de plateformes impliquent la réalisation de travaux collectifs organisés. Les personnages gravés sur un rocher à Las Victorias confirment cette influence olmèque. Si l'on excepte, dans l'ouest du Salvador, le site de Tezamal, l'influence maya ne pénètre pas dans la région avant le VIe siècle après J.-C. La céramique « Usulután » qui se répand alors est caractérisée par des poteries de couleur orange décorées de lignes parallèles ondulées qui se détachent en clair sur un fond plus sombre. Jarres, bols tripodes, vases anthropomorphes ou zoomorphes et statuettes témoignent de la diversité des productions de cette période. Apparue au IIe siècle avant notre ère, la céramique « Usulután » se maintient pendant cinq siècles dans l'aire maya, mais demeure présente trois siècles de plus au sud. Des centres cérémoniels ont été identifiés à Los Naranjos et Yarumela, entourés sans doute par de nombreux hameaux regroupant une population nombreuse dont les vestiges du village de Lo de Vaca, proche de Yarumela, donnent une idée. La découverte de *metates* (meules de basalte) et de pointes de sagaies en obsidienne et en silex indique la présence de groupes ajoutant les ressources de la chasse à celles de l'agriculture. Plus au sud, la céramique datée de la période allant de 300 avant J.-C. à 500 après J.-C. apparaît plus rustique, mais le cimetière de Las Huacas a livré des bijoux en jaspé et des *metates* zoomorphes en basalte révélateurs d'un art animalier original. La période qui va du VIe au Xe siècle après J.-C. voit les régions septentrionales – où se trouvent la majeure partie des sites du Salvador et du Honduras – subir très largement l'influence de la civilisation maya, alors dans sa période classique récente, ce que confirment les observations effectuées sur les sites de Tazamal, Tenampua, Los Llanitos. C'est alors que ces régions connaissent leur apogée, à l'ombre de la civilisation maya, même si l'écriture demeure inconnue, de même que la voûte à encorbellement ou l'érection périodique de stèles sculptées en pierre. Dans les régions plus méridionales, la céramique correspondant au type dit « polychrome ancien » constitue le seul témoignage contemporain de cette période et montre que l'éloignement des centres de diffusion de la civilisation maya n'a pas permis à celle-ci de rayonner jusque là. Durant la période dite « maya

postclassique » (950-1200), les rôles semblent s'inverser ; le Nord de la région voit, dans la partie hondurienne du secteur, ses principaux centres abandonnés. L'activité de Tazumal persiste au Salvador, mais c'est davantage en liaison avec des influences mexicaines, notamment toltèques. En revanche, le versant pacifique du Nicaragua et du Honduras connaît un essor démographique spectaculaire dont témoigne la multiplication des sites (Papagayo, El Espino). La sculpture monumentale réunit des figurations anthropomorphes et zoomorphes (trouvées dans les îles des lacs Nicaragua et Managua (Ometepe, Zapatera, Pensacola, Momotombito). D'autres statues d'allure différente ont été découvertes dans le département de Chontales, à l'est du lac de Nicaragua. Les derniers siècles des temps précolombiens (1200-1525 après J.-C.) sont marqués par l'existence d'une culture de Naco (une ville du Nord du Honduras encore peuplée de dix mille habitants au moment de l'expédition de Cortès de 1525) qui semble correspondre à une vague d'immigration d'origine mexicaine.

La zone dite « de tradition sud-américaine » s'étend de la côte nord du Honduras à la frontière colombienne et comprend la majeure partie du Honduras et du Nicaragua ainsi que les territoires du Costa Rica et du Panama. Vers -5000, le site de Cerro Mangote, dans la baie de Parita au Panama, révèle l'existence de pêcheurs et de ramasseurs de mollusques. Dans la même région, la culture identifiée sur le site de Monagrillo débute vers -2100 et dure jusque vers 300 avant J.-C. La céramique y apparaît très tôt, ce qui correspond aux trouvailles effectuées en Colombie et sur la côte caraïbe datées de -4 800. La culture de Barriles est contemporaine d'une séquence allant de -300 à 500 après J.-C. dans la région de Chiriqui, à l'ouest du Panama. Elle est caractérisée par de grandes statues d'hommes nus portant sur leurs épaules un autre personnage, et par des décors figurant des alignements de têtes coupées. Le cimetière de Venado Beach et les sépultures de Sitio Conté (au Panama) correspondent à la période 500-800 après J.-C. Ils signalent l'existence d'une société hiérarchisée. Au Costa Rica, le site de Curridabat a livré, pour la même époque, de grands vases tripodes portant des animaux en relief, notamment des crocodiles. Les régions costaricienne et panaméenne connaissent leur apogée entre 800 et 1525, ce dont témoignent la richesse des tombes et de la céramique, l'orfèvrerie de la région de Coclé dans l'arrière pays de la baie de Parita ou de celle de Veraguas s'étendant plus à l'ouest et, enfin, la poterie du Chiriqui et du Sud du Costa Rica.

Le temps de la colonisation espagnole

Le XVII^e siècle correspond à une période de stagnation économique dans une Amérique centrale désormais en retrait du commerce international et qui voit s'amenuiser ses ressources. Le Guatemala survit grâce au tribut des Indiens qui fournit plus de 70 % des ressources fiscales, ce qui explique la fréquence des révoltes indigènes. Dans la première partie du siècle, des Etats européens autres que l'Espagne installent des colonies aux Antilles, mettant ainsi en cause l'hégémonie espagnole dans la région. L'Amérique centrale entre alors dans un cycle de production et d'exportation de denrées tropicales, cultivées et récoltées dans le cadre d'une économie de plantation fondée sur l'esclavage.

1610 : Au Nicaragua, on déplace la ville de Leon afin qu'elle échappe aux tremblements de terre et aux éruptions volcaniques.

1631 : Les Britanniques s'établissent sur l'île de la Providence, au large du Nicaragua, puis occupent le cap Gracias de Dios et s'installent, deux ans plus tard, sur le littoral Mosquito. La menace se précise pour les Espagnols.

1638 : Des flibustiers et des bûcherons d'origine écossaise, parmi lesquels un certain Peter Wallace, s'installent dans la région du futur Belize afin d'y exploiter le bois tinctorial de Campêche. Cet ancien territoire de l'Empire maya dépend alors de la capitainerie générale du Guatemala, mais n'a fait l'objet d'aucune colonisation en raison du caractère hostile de ses côtes. Pendant plus d'un siècle, Anglais et Espagnols se disputent ce minuscule territoire que revendiquera ultérieurement le Guatemala indépendant.

1641 : Les Britanniques sont expulsés de Providence par les Espagnols. Ils prennent leur revanche en rasant Trujillo en 1643.

1650 : Panama pâtit du déclin de la production d'argent dans les mines péruviennes de Potosi, du développement de Buenos Aires – qui prend désormais toute sa place dans le commerce avec l'Europe – et de l'affaiblissement de la puissance navale espagnole. C'est le début d'une perte d'activité dans l'isthme, qui se mue bientôt en profonde léthargie.

1655 : Les Anglais s'emparent de la Jamaïque qui constitue une base précieuse pour leur commerce entre l'Amérique latine et l'Europe.

1660 : Sac de San Pedro Sula, au Honduras, par le célèbre pirate connu sous le nom de l'Olonois.

1665 : Attaque du pirate Davis à Granada.

Décennie 1660 : L'exploitation de bois précieux se développe depuis la côte du Yucatan jusqu'à la baie du Honduras.

21 janvier 1671 : Le pirate Henry Morgan saccage la ville de Panama où il est parvenu par le Rio Chagres. Elle est reconstruite sur une presqu'île, sept kilomètres plus loin, à l'abri de remparts infranchissables. Les corsaires pullulent aux abords de l'isthme où transitent les navires chargés des richesses de l'Amérique espagnole. Afin d'éviter le danger, les capitaines de galions choisissent la route du cap Horn, ce dont va souffrir l'économie centraméricaine.

1676 : Fondation de l'Université de San Carlos à Guatemala.

A la fin du XVII^e siècle, le Guatemala n'est rien d'autre qu'une zone délaissée d'un empire en déclin. A cela s'ajoutent les épidémies et les séismes qui ravagent la région entre 1680 et 1690. Les attaques des pirates ne font qu'aggraver cette sombre situation.

Le XVIII^e siècle apparaît en revanche comme une période de renouveau, de vitalité économique et de changements politiques et sociaux. Les transformations interviennent vers 1750, au moment où les idées des Lumières atteignent l'Amérique centrale dont les Bourbons s'emploient à redynamiser l'économie de diverses manières : ils remettent en exploitation les mines du Honduras, rétablissent les routes transocéaniques, réforment la politique fiscale afin de renouveler les infrastructures et de renforcer la défense des territoires et s'emploient enfin à déloger les Britanniques de leurs établissements de la côte. Les provinces panaméennes que l'on nomme *gubernacion* de Tierra Firme ou de Castilla de Oro sont, en revanche, davantage délaissées par la Couronne. Les habitants de l'isthme mettent à profit cette liberté pour intensifier l'exploitation des terres de la côte pacifique.

1712 : Rébellion des Indiens Zendal qui entendent se libérer du joug espagnol dans les hautes terres du Chiapas. Trente-deux établissements indigènes participent à cette révolte d'une rare violence. Pendant plus de six mois, les Zendal tiennent tête aux troupes royales de Guatemala et du Tabasco, qui parviennent finalement à bout des rebelles et leur infligent un châtement impitoyable.

1723 : A la suite d'un tremblement de terre, Cartago, la capitale du Costa Rica, doit être totalement rebâtie.

1732 : Naissance de Villa Nueva de la Boca del Monte, appelée à devenir San José, l'actuelle capitale du Costa Rica.

1733 : Le Guatemala est autorisé à battre monnaie, ce qui favorise les échanges avec le Pérou et la Nouvelle Espagne et accroît l'indépendance de l'Amérique centrale.

1737 : Les plantations d'indigo de la côte du Salvador et du Nord du Nicaragua commencent à engendrer d'importants bénéfices. L'indigo est fourni comme teinture aux moulins textiles péruviens puis aux usines anglaises nées de la révolution industrielle. Quelques marchands basés au Guatemala jouissent du monopole de la vente de ce produit. Ces hommes d'affaires maîtrisent le commerce atlantique, mais aussi toute l'économie régionale, du Guatemala à la péninsule de Nicoya. Le marché de l'indigo d'Amérique centrale s'effondrera à la fin du siècle face à la concurrence indienne ou des Antilles néerlandaises.

1758 : Introduction du monopole d'Etat sur les liqueurs puis sur le tabac en 1765. L'impôt sur le sel ou *alcabala* et la taxe portuaire ou *barlovento* accroissent les revenus de l'Etat.

Au cours du XVIII^e siècle, les puissances européennes ennemies de l'Espagne ont compris que les Antilles constituent la partie la plus vulnérable de son empire. Maîtres de la Jamaïque depuis 1655, les Anglais ne cessent de croiser dans la baie du Honduras, à l'affût de terres à conquérir. Ils convoitent les forêts riches en bois exotiques et précieux et établissent des colonies à Belize. Du fait du caractère fort peu hospitalier de la côte atlantique, les Indiens y sont rares. Les plantations du littoral manquent de main-d'œuvre et les Anglais ont recours à la population afro-américaine de la Jamaïque pour entreprendre l'exploitation de la région.

1763, 1783 et 1786 : L'Angleterre est contrainte de reconnaître la souveraineté espagnole en Amérique centrale par le traité de Paris, la Paix de Paris et la convention de Londres. Elle obtient le droit de rester partout où sa présence est incontestable depuis un siècle.

1760-1790 : Le recul de la contrebande et de la piraterie permet aux flottes espagnoles de croiser sans danger dans la baie du Honduras.

1773 : La superbe ville de Santiago de Guatemala est à nouveau détruite par un séisme. Trois ans après, la cité est transplantée dans la vallée de la Ermita.

1776 : Désormais, les revenus versés par les communautés indigènes sont gérés par des juges et les *alcades mayores* qui appartiennent à l'administration municipale. La réforme s'avère efficace car les ressources sont affectées à la défense ainsi qu'à la construction de nouvelles infrastructures urbaines. Contrairement à ce qui se passait sous les Habsbourg, les ressources fiscales locales ne sont plus détournées vers la métropole, mais sont investies en Amérique centrale et dans la lutte contre la présence britannique sur l'isthme, ce qui favorise la reprise économique.

1778 : La métropole desserre quelque peu son étau sur les échanges entre les colonies espagnoles. En dépit des réformes bourbonniennes, l'Amérique centrale demeure à la périphérie de l'empire et souffre des dissensions entre Guatémaltèques et habitants des autres provinces.

1785 : Une ordonnance réorganise la structure administrative du royaume du Guatemala en créant des gouvernements séparés au Salvador, au Chiapas, au Honduras et au Nicaragua qui comprend le Costa Rica. Du fait de cette décentralisation, Ciudad de Guatemala décline jusqu'à l'installation du consulat de Commerce du Guatemala en 1793.

1790 : L'économie coloniale est à son apogée, notamment grâce à la production et à l'exportation d'indigo.

La décennie 1790 n'est guère favorable à l'Espagne qui sort vaincue de la guerre en Europe (1793-1795) et perd la prééminence dans l'Atlantique au profit de l'Angleterre.

1805-1809 : Les monopoles sur le tabac et les liqueurs ainsi que l'*alcabala* représentent plus de 80 % des revenus de l'Etat, qui provenaient à l'inverse du tribut indigène un siècle plus tôt.

Le temps de l'indépendance

1808 : Chute des Bourbons en Espagne. Installation de Joseph Bonaparte sur le trône de Madrid

Dans les deux premières décennies du XIXe siècle, le Guatemala connaît une sévère récession.

1811 : Abolition du tribut indigène.

1811-1814 : Mouvements indépendantistes au Salvador, à León et à Granada au Nicaragua. Le premier soulèvement contre la métropole, orchestré par le prêtre José Maria Delgado, a lieu au Salvador le 21 septembre 1811. Il échoue, mais l'idée d'indépendance progresse rapidement pour triompher au cours de l'année 1821.

15 septembre 1821 : Le Guatemala rompt avec l'Espagne, à la suite d'une réunion de l'Assemblée provinciale. La nouvelle de l'indépendance ne parvient que le 28 septembre à Tegucigalpa et le 13 octobre au Costa Rica où les autorités municipales organisent un gouvernement démocratique qui s'appuie sur une sorte de constitution, le « Pacte de concorde ».

28 septembre 1821 : Le Mexique du général Agustín de Iturbide accède à l'indépendance. Iturbide, qui s'est fait proclamer empereur, espère annexer les territoires voisins d'Amérique centrale. L'intervention du Mexique est aussi rapide qu'efficace et toutes les régions concernées, du Guatemala au Costa Rica, lui sont bientôt rattachées.

28 novembre 1821 : Les provinces de Panama se proclament « libres et indépendantes du gouvernement espagnol » et se rattachent à la récente République colombienne composée, outre de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur. Les États-Unis de Colombie prennent le nom de Grande Colombie. Les Panaméens se sentent délaissés par Bogota, la capitale, et manifestent des velléités indépendantistes qui se traduisent par trois tentatives de sécession en 1830-1831, 1840 et 1861.

1822 : Agustín de Iturbide envoie 600 hommes commandés par le brigadier général napolitain Vicente Filisola à Ciudad de Guatemala avec pour mission d'y préserver la paix et l'ordre, mais les Mexicains y sont rapidement considérés comme des envahisseurs.

Décembre 1822 : Le Salvador annonce son intention de s'unir aux États-Unis d'Amérique.

Février 1823 : Les troupes mexicaines écrasent les républicains du Salvador, mais cette victoire est de courte durée car une coalition de généraux renverse Iturbide, conduisant ainsi le Mexique à la guerre civile. Filisola se trouve dès lors dans une situation extrêmement précaire et l'abdication d'Iturbide, intervenue le 20 mars 1823, sonne le glas de l'Empire mexicain qui abandonne toute ambition sur l'isthme.

29 mars 1823 : Filisola décide de convoquer un congrès qui statuera sur l'issue à donner à l'annexion.

1er juillet 1823 : Le congrès réuni à Ciudad de Guatemala proclame l'indépendance totale de l'Amérique centrale et se déclare Assemblée générale constituante.

Août 1823 : Filisola et ses troupes se retirent. Le Napolitain parvient à réaliser le rattachement du Chiapas, qui dépendait auparavant du Guatemala, au Mexique. Les délégués du Costa Rica, du Nicaragua et du Honduras sont introduits à l'Assemblée. Celle-ci proclame bientôt les Provinces-Unies d'Amérique centrale nation souveraine, libre et indépendante de la vieille Espagne. La nouvelle république, officiellement appelée Fédération d'Amérique centrale, comprend le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica. Chaque État est autorisé à se doter de sa propre constitution ainsi que d'un chef d'État.

1823 : Proclamation par le président James Monroe de la doctrine qui affirme la prépondérance des États-Unis sur l'ensemble du continent américain. La grande puissance nord-américaine s'octroie un droit d'intervention dans l'ensemble du Nouveau Monde si ses intérêts l'exigent.

1824 : L'Amérique centrale compte un million d'habitants, dont la moitié au Guatemala.

17 avril 1824 : L'Assemblée constituante de Ciudad de Guatemala abolit l'esclavage en Amérique centrale.

22 novembre 1824 : Promulgation de la constitution de la Fédération d'Amérique centrale qui prévoit la mise en place d'un système politique reposant sur l'élection d'un président et de deux chambres, le Sénat (deux sénateurs par Etat) et l'Assemblée législative (élue au prorata des populations de chacun des Etats). La Fédération compte en outre une Cour suprême.

Avril 1825 : Premier congrès fédéral où dominent les représentants du Guatemala : les jalousies provinciales ne s'estompent pas, d'autant que le libéral salvadorien Manuel José Arce, élu président, s'allie aux groupes conservateurs guatémaltèques auxquels il concède tout pouvoir sur leur Etat. Les querelles sourdes qui existaient depuis 1821 se muent alors en guerre civile. En dépit de tous ces changements politiques, la société demeure figée et divisée et le sort des Indiens identique. Les métis détiennent désormais le pouvoir. La présence commerciale britannique est de plus en plus sensible.

1825-1829 : La guerre civile, qui oppose les conservateurs du Guatemala alliés à l'Eglise aux libéraux réformateurs, se solde par la victoire de l'armée libérale dirigée par le Hondurien Francisco Morazán qui entre dans Ciudad de Guatemala le 12 avril 1829 et s'empare ainsi du pouvoir.

1829 : Les libéraux convoquent le Congrès, destituent l'archevêque du Guatemala et exproprient les ordres religieux.

1830 : Morazán, élu président du Congrès, décide de restaurer l'autorité du gouvernement fédéral.

1832-1833 : Rébellions indigènes au Salvador. Les paysans du Honduras et du Nicaragua manifestent également leur mécontentement.

1834 : Morazán, réélu président du Congrès, transfère la capitale fédérale à San Salvador.

1838 : Lorsque le Congrès entreprend des réformes douanières, il provoque le mécontentement des différents Etats et la désintégration de l'Union. Le Nicaragua, le Costa Rica et le Honduras font sécession. Seuls restent le Salvador et le Guatemala.

Février 1839 : Le Congrès se dissout et aucun corps légal ne peut nommer un nouveau président alors que le mandat de Morazán arrive à son terme. L'idée d'une union de l'Amérique centrale n'est plus qu'une utopie.

Mai 1840 : Exil de Morazán qui trouve refuge au Pérou.

1842 : Morazán œuvre en faveur d'une union qu'il ne parvient pas à rétablir. Cette initiative lui est fatale puisqu'il périt le 15 septembre dans une fusillade à San José au Costa Rica.

1848-1850 : Afflux d'aventuriers européens vers l'ouest des Etats-Unis où ils espèrent trouver de l'or. Pour rejoindre la Californie, beaucoup passent par l'isthme de Panama qui retrouve ainsi son dynamisme d'antan.

1850 : Traité Clayton-Bulwer qui contraint le gouvernement britannique à renoncer au contrôle unilatéral d'un canal interocéanique. Les Etats-Unis et l'Angleterre s'engagent à ne coloniser aucun territoire d'Amérique centrale : la neutralité du Panama paraît alors assurée.

Dans la décennie 1870, l'Amérique centrale est balayée par une vague libérale : une économie d'exportation se développe, la production de bananes atteint son apogée à la fin du siècle. La société change, l'Eglise perd une grande part de son pouvoir et les oligarchies locales doivent se soumettre au gouvernement central.

1898 : A la suite de la guerre qu'ils ont gagnée contre l'Espagne, les Etats-Unis prennent

possession de Porto-Rico et établissent un protectorat sur Cuba.

1901 : Traité Hay-Pauncefote par lequel la Grande-Bretagne délie les Etats-Unis du traité Clayton-Bulwer.

Dans la première moitié du XXe siècle, l'Amérique centrale est dirigée par les libéraux. L'isthme est gouverné par des élites installées au pouvoir à la faveur de coups d'Etat, contrôlant les élections et imposant leurs candidats par la force. L'exécutif domine le plus souvent, avec l'appui d'assemblées législatives fantoches : la séparation des pouvoirs n'est qu'une illusion. L'opinion publique n'existe pas et la presse est soumise à la censure. Les dictateurs au pouvoir contentent de leur mieux les oligarchies terriennes dont ils sont parfois issus.

1907 : Sous l'influence des Etats-Unis, les diverses nations d'Amérique centrale concluent des traités visant à garantir la stabilité de la région. Ceux-là reconnaissent notamment la neutralité du Honduras, longtemps menacé par ses voisins. Toute activité révolutionnaire est proscrite. Cependant, ces accords ne sont respectés que pendant peu de temps.

1923 : Traité de Washington entre les Etats-Unis et les cinq puissances d'Amérique centrale signataires des traités de 1907.

1929 : La Cuyamel Fruit Company de Samuel Zemurray fusionne avec la United Fruit Company et la Standard Fruit and Steamship Company afin de s'assurer le monopole sur le commerce bananier en Amérique centrale et aux Antilles. La bande côtière orientale de l'Amérique centrale se transforme : des travailleurs noirs arrivent de Jamaïque pour œuvrer dans les plantations qu'exploitent les groupes américains. Ils se mêlent aux Afro-Américains présents sur le littoral depuis le XVIIe siècle. Le fossé culturel s'accroît entre cette région, les hautes terres et la côte pacifique, peuplées d'Indiens et d'Européens.

Durant la décennie 1930 et la seconde guerre mondiale, le président Roosevelt pratique une politique de non-intervention et de réciprocité avec les pays d'Amérique centrale. La seconde guerre mondiale est l'occasion pour ces derniers de montrer leur attachement aux Etats-Unis ; les choses sont bien moins évidentes pendant la guerre froide, notamment en ce qui concerne le Guatemala.

1960 : Création du MERCOSUR, le marché commun centraméricain qui rassemble le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica. Cette zone de libre échange promeut la création de nouvelles industries et d'organisations interrégionales. La Banque centraméricaine d'intégration économique apporte une aide financière des Etats-Unis pour le développement des infrastructures. Les transformations de l'économie sont rapides.

1961-1969 : Le commerce interrégional est multiplié par sept. La croissance du PNB est à la même période de 6 % par an. Dans le même temps, les oligarchies locales répondent le plus souvent au mécontentement social par la répression. Simultanément, des mouvements de guérilla apparaissent au Guatemala et au Nicaragua. Les grands propriétaires terriens et les milieux financiers, qui s'appuient sur l'armée pour conserver leur pouvoir, assimilent toute tentative de réforme sociale à une volonté d'instaurer des régimes révolutionnaires et communistes inspirés du modèle cubain. Partout, l'Eglise insiste en revanche sur l'urgence d'une évolution de la société.

1963 : Signature d'un traité entre les forces armées étatiques du Nicaragua, du Honduras et du Guatemala pour la fondation du Conseil de Défense centraméricain. Le Salvador y entre en 1965, le Costa Rica en 1966 et le Panama en 1973. Il s'agit de s'unir contre les forces révolutionnaires et les mouvements de guérilla naissants.

Dans les années soixante-dix, les mouvements insurrectionnels du Nicaragua et du Salvador parviennent à s'assurer une solide base populaire tandis qu'au Guatemala, la guérilla touche essentiellement les masses indiennes. Les universités deviennent des foyers de contestation et leurs étudiants s'affirment le plus souvent solidaires des mouvements sociaux, lorsqu'ils n'en sont pas à l'origine.

1972 : Le SIECA ou Secrétariat permanent de l'Accord sur l'intégration économique en Amérique centrale publie un rapport qui met en garde les différents pays sur leur situation économique et la nécessité d'opérer de rapides changements, notamment dans l'agriculture et dans l'industrie. Le coût de l'industrialisation a été supporté par l'ensemble des populations tandis que les bénéficiaires sont restés l'apanage de seulement quelques-uns, hormis au Costa Rica qui s'en sort mieux. L'urbanisation se poursuit et des marginaux de plus en plus nombreux peuplent les villes en pleine expansion.

Après 1973, date du premier choc pétrolier, l'isthme connaît une crise économique dont souffre tout particulièrement l'activité industrielle. Le début de la décennie 1980 n'offre guère de meilleures perspectives : le taux de croissance est désormais négatif et la production ne cesse de décroître alors que la dette poursuit son envolée. Les caractéristiques de la crise sont identiques dans les pays d'Amérique centrale, ce qui permet de conclure que les problèmes politiques et sociaux l'aggravent sans en être pour autant à l'origine. En effet, le Costa Rica et, dans une moindre mesure, le Honduras, épargnés par les guerres civiles et dirigés par des gouvernements stables, n'en sont pas exempts. Le marché commun d'Amérique centrale échoue : le modèle libéral mis en place un siècle auparavant sombre alors et il faut repenser l'ouverture économique sur les Caraïbes et au-delà.

1981 : Ronald Reagan entre à la Maison blanche. Le président et son administration développent une politique très active en Amérique centrale. Les troupes américaines occupent le Honduras, désormais élément essentiel du système de défense des Etats-Unis qui soutiennent l'armée du Salvador dans sa lutte contre les guérilleros. Au Nicaragua, les Américains soutiennent financièrement le combat anti-sandiniste. Enfin, ils reformulent totalement leur politique en Amérique centrale comme en témoigne l'Initiative du bassin des Caraïbes, annoncée en juillet 1983 et suivie du Kissinger Report de janvier 1984. Ce dernier établit un diagnostic de la situation régionale et de ses répercussions sur les intérêts américains. Il formule de surcroît des recommandations à propos d'une politique générale dans la région. Quant à l'Initiative, elle permet à quatre mille produits d'Amérique centrale et du Panama de pénétrer librement sur le sol américain pendant une durée de douze ans.

Janvier 1983 : La Colombie, le Mexique, le Venezuela et le Panama forment le groupe de Contadora afin d'obtenir, par les voies diplomatiques, la paix en Amérique centrale où les tensions entre pays voisins se sont exacerbées.

17 décembre 2003 : Signature du traité de libre échange entre les Etats-Unis et le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador. Les négociations avec le Costa Rica aboutissent le 25 janvier 2004. 80 % des exportations de biens industriels et de consommation américains pourront pénétrer librement sur les marchés des pays de l'isthme après une abolition progressive étalée sur dix ans des barrières douanières actuelles.

Découverte et conquête de l'Amérique centrale

1502 : Le quatrième voyage de Christophe Colomb dans le Nouveau Monde le conduit sur la côte orientale de l'Amérique centrale. Où il établit des contacts avec les populations précolombiennes du golfe du Honduras. Il accoste sur les rivages de l'actuel Costa Rica le 18 septembre avant d'atteindre les côtes de Panama en octobre.

1508 : Le roi Ferdinand le Catholique octroie à deux conquistadores d'Hispaniola (la future Saint Domingue partagée aujourd'hui entre Haïti et la République Dominicaine), Alonso de Hojeda et Diego de Nicuesa, respectivement le gouvernement de l'Uraba ou Darien, à la frontière entre la Colombie et le Panama, et le gouvernement de Veragua également appelé Castille d'Or, au centre du Panama. Cette tentative de colonisation de l'isthme échoue du fait de la mésentente entre les deux hommes.

25 septembre 1513 : Vasco Nunez de Balboa découvre l'Océan Pacifique qu'il baptise du nom de Grande Mer du Sud.

1514 : Début de la conquête de Panama par Pedro Arias de Avila, plus communément appelé Pedrarias. Il débarque au Darien au nom de la Couronne de Castille avec plusieurs centaines d'hommes parmi lesquels Hernando de Soto, Diego de Almagro et Sebastian de Belalcazar, qui seront des figures marquantes de la conquête du Nouveau Monde. Les premières implantations hispaniques suivent de peu : la colonisation est aisée au Panama, fort peu peuplé et dont les tribus, peu organisées, n'opposent aucune résistance aux Espagnols.

1519 : Pedrarias pousse jusqu'au littoral du Pacifique et y fonde la ville de Panama. Après le Mexique, le Panama apparaît comme le deuxième centre le plus important des établissements espagnols. Portobelo, principal lieu d'échanges de la région, profite de sa situation sur la Route de l'or et devient bientôt un relais indispensable dans le commerce entre la métropole et l'Amérique du Sud. Le Panama constitue ainsi une étape incontournable pour les marchandises en provenance de la vice-royauté du Pérou. Ces dernières y sont acheminées à dos d'homme ou de mulet avant de traverser l'isthme et d'être expédiées en Europe. Entre 1531 et 1560, 60 % de l'or et de l'argent parvenus en Espagne auraient ainsi transité par le Panama d'où partent également les missions d'exploration de l'Amérique centrale.

1519 : Conquête du Mexique par Hernando Cortes.

1520 : Début de la conquête de l'Amérique centrale par deux expéditions venues l'une du Mexique et l'autre du Panama. L'isthme n'offre aucune unité politique ; au contraire, la région est constituée de multiples entités indépendantes et de confédérations de tribus. La pénétration des Espagnols, qui doivent abattre une multitude de pouvoirs et non un seul, centralisé, comme au Mexique ou au Pérou, n'en est que plus difficile. Pendant deux décennies, les conquistadores se disputent les terres récemment acquises dans cette région qui est un point de départ pour d'autres conquêtes plutôt qu'une zone d'établissement permanent.

1522 : Une mission d'exploration de la côte pacifique du Costa Rica conduit Gil Gonzalez Davila au Nicaragua où il rencontre des Indiens. La découverte d'or l'encourage à poursuivre plus avant.

1524 : Le capitaine Francisco Hernandez de Cordoba, envoyé par Pedrarias, fonde au Nicaragua les cités de León et Granada

1524 : Une fois la conquête du Mexique achevée, Cortes se tourne vers l'Amérique centrale. En 1525, il fonde Puerto Caballos, aujourd'hui Puerto Cortes, et Trujillo sur la côte atlantique du Honduras. Il s'assure ainsi le contrôle de cette région que revendique Pedrarias, alors au Nicaragua.

Avril 1524 : Un des lieutenants de Cortes, Pedro de Alvarado, pénètre dans les hautes terres du Guatemala. Tirant parti des dissensions qui règnent entre tribus, il s'allie aux Cakchiquel afin de dominer les Quichés.

14 mai 1524 : Alvarado pénètre dans Utatlan, la capitale du royaume du Guatemala. Il entreprend ensuite l'exploration et la conquête du pays des Mosquitos qui correspond à une partie du Honduras, du Salvador et du Nicaragua.

25 Juillet 1524 : Fondation de Santiago de los Caballeros de Guatemala puis de San Salvador l'année suivante. Le caractère précaire de la domination espagnole dans la région est exacerbé par la rivalité entre les troupes de Cortes et de Pedrarias.

Fin 1524 : Les Cakchiquel se retournent contre les Espagnols. Leur rébellion se prolonge pendant cinq années.

1526 : Hernandez de Cordoba et ses hommes se révoltent contre Pedrarias qui sort vainqueur de cet affrontement et réprime sans pitié les rebelles dont il fait décapiter le chef. Pedrarias demeure

gouverneur de León jusqu'à sa mort en 1531.

1527 : Deuxième fondation de Santiago de los Caballeros de Guatemala, au pied du volcan de Agua, dans la vallée d'Almolonga par le gouverneur et capitaine général du Guatemala, Pedro de Alvarado.

1535 : Arrivée du Dominicain Bartolomé de Las Casas au Guatemala.

1537 : Le gouverneur du Honduras, Francisco de Montejo, fonde la ville de Comayagua. Les conquistadores, confrontés à la résistance indigène, consolident leurs conquêtes, véritables enclaves en milieu hostile.

1537 : Las Casas obtient l'autorisation royale de christianiser pacifiquement les habitants des hautes terres du Guatemala qui constituent une zone de violence et de guerres. Il fait rassembler les Indiens au sein de villes ou reducciones afin de leur éviter d'être employés dans les encomiendas des conquistadores. Les colons espagnols, devenus propriétaires après s'être accaparé les terres des Indiens, peuvent les faire travailler gratuitement s'ils assurent leur protection et leur christianisation. Dès son départ, les moines cèdent aux pressions des colons qui entendent faire travailler les indigènes dans leurs encomiendas. La violence resurgit et l'idée de Las Casas d'une coexistence pacifique entre Espagnols et Indiens se révèle être une utopie.

1540 : Les conquistadores dominent les hautes terres centrales et la côte pacifique du Guatemala à la péninsule de Nicoya, au nord-ouest de l'actuel Costa Rica. De 1536 à 1540, ils ont réduit en esclavage les Indiens du Nicaragua et de la péninsule de Nicoya et n'ont pas épargné les villes indigènes, pour la plupart détruites.

1541 : Santiago de Guatemala est dévastée par un tremblement de terre. La même année, son fondateur Alvarado meurt au Mexique lors d'un combat contre des Indiens.

1542 : Promulgation des Leyes Nuevas, les lois nouvelles qui instaurent un statut favorable aux Indiens en abolissant leur esclavage. Ils ne seront plus soumis au travail obligatoire et percevront un salaire. Ces lois mettent fin à la perpétuité des encomiendas qui retombent sous la juridiction de la couronne à la mort de leur propriétaire. Lopez de Cerrato, président, de 1548 à 1555, de l'Audience de Santiago de Guatemala combat avec vigueur l'esclavage des indigènes, non sans quelques succès et en installe certains dans des cités du Nicaragua et du Salvador. Les Indiens convertis au christianisme sont soumis au paiement d'un tribut collecté directement par la Couronne.

1543 : De nombreuses richesses produites au Pérou et acheminées par mer transitent par le Panama. La côte est donc parsemée de forts qui protègent le trafic entre l'Empire d'Amérique et la métropole espagnole.

1548 : Une Audience, c'est-à-dire un tribunal, est établie à Santiago de Guatemala. Son pouvoir de juridiction s'étend durant toute la période coloniale du Chiapas au Costa Rica. Son président est doté, outre ses fonctions judiciaires, de celles de gouverneur et de capitaine général. L'administration dépend de la vice-royauté de Nouvelle-Espagne, au Mexique, mais reste en lien direct avec la métropole qui nomme tous les fonctionnaires. Le Guatemala constitue donc une entité relativement autonome dirigée par l'Audience.

Au milieu du XVI^e siècle apparaît l'idée d'un canal reliant les deux océans. Charles Quint ordonne des études qui n'aboutissent pas et son fils Philippe II abandonne le projet. Le Camino Real et le Camino de Cruces, deux nouvelles voies terrestres interocéaniques, voient le jour tandis que l'on utilise de plus en plus le Rio Chagres pour transporter hommes et marchandises entre le Pacifique et l'Atlantique.

Dans les années 1560, les possessions espagnoles se concentrent dans les hautes terres centrales et sur les collines de la côte pacifique. Les espaces forestiers de l'est demeurent difficilement maîtrisables en raison du caractère malsain du climat tropical et de l'hostilité des Indiens. Les

Espagnols n'y contrôlent qu'une étroite bande qui s'étend de la baie d'Amatique et du port de Trujillo à l'embouchure du San Juan, au nord du Costa Rica. Ces quelques établissements revêtent un intérêt stratégique car il s'agit de ports qui relient entre elles les provinces du Guatemala et reçoivent les navires des flottes effectuant la liaison Veracruz-La Havane-Séville. La présence de nombreux pirates sur le littoral et au large de l'isthme rend le commerce risqué.

1556 : Rébellion d'Indiens dans la province de Veracruz au Guatemala.

1561 : La Couronne espagnole n'abandonne pas son projet de colonisation de l'Amérique centrale. Philippe II souhaite l'installation d'une colonie permanente au Costa Rica : Juan de Cavallon fonde pour lui la ville de Garcimuñoz, dans le centre du pays.

1563 : Arrivée de Juan Vasquez de Coronado, considéré comme le conquistador du Costa Rica. Il déplace vers un site plus fertile la cité de Garcimuñoz, la baptisant du nom de Cartago. Elle devient capitale de la colonie et sa fondation sonne la fin de la conquête. Coronado soumet aisément les indigènes du Costa Rica en développant des relations amicales avec leurs caciques. Du nord au sud, tant dans les hautes terres que sur le littoral pacifique, la domination espagnole est totale, ce qui n'est pas le cas dans les forêts tropicales de la côte orientale peuplées d'individus farouchement hostiles aux colons.

1569-1570 : Établissement de l'encomienda au Costa Rica en dépit des Leyes Nuevas de 1542 qui avaient mis fin à cette pratique. La colonie ne compte que peu d'habitants espagnols car les bourgs de la vallée sont difficiles d'accès et donc peu attractifs. De plus, les conquistadores n'y ont pas découvert de métaux précieux et lui préfèrent le Panama où ils espèrent faire fortune. La vie est extrêmement difficile pour les premiers Costariciens qui doivent lutter pour se nourrir.

1576-1577 : Terrible épidémie au sein de la population indigène du Guatemala, qui souffre en outre de difficiles conditions de vie et de travail et ne cesse de décliner en cette fin de XVI^e siècle. Les Espagnols fondent des colonies dans les régions peu peuplées du Nicaragua, du golfe de Nicoya et des hautes terres du Costa Rica.

1590-1690 : Apogée du commerce muletier au Costa Rica où les bêtes sont élevées sur le littoral pacifique avant d'être envoyées dans la vallée centrale puis au Panama. Au XVII^e siècle, le Nicaragua et le Honduras se lancent à leur tour dans l'élevage de mules, concurrençant leur voisin costaricien qui se tourne alors vers le cacao.

1595 : Alors que les côtes du Costa Rica à la Colombie sont sujettes aux attaques de corsaires depuis plusieurs décennies, l'Anglais Francis Drake attaque la ville de Panama sans parvenir à la prendre. Le but des Anglais est de détruire la capitale panaméenne afin de mettre fin au commerce entre le Nouveau Monde et Séville et de déstabiliser ainsi l'Empire espagnol.

A la fin du XVI^e siècle, le Guatemala est divisé en quatre provinces ou Gobernaciones, sept Alcaldias Mayores et onze Corregimientos. Santiago de Guatemala apparaît comme le centre politique et économique du pays. Au niveau local, le pouvoir revient au Cabildo, sorte de conseil municipal dont les membres constituent dès l'origine une oligarchie de propriétaires terriens et de commerçants. Les Indiens demeurent nombreux au Guatemala, au Salvador et dans l'ouest du Nicaragua. En revanche, ils ont presque disparu du reste du Nicaragua et du Honduras.

Le Guatemala

Le « pays des arbres » est aujourd'hui le plus peuplé des Etats d'Amérique centrale (13,4 millions d'habitants, dont les deux tiers d'Indiens) et s'est engagé depuis septembre 2007, avec l'élection d'Alvaro Colom à la présidence, dans une expérience sociale-démocrate originale, après de longues décennies de violence politique et sociale. Le Guatemala accède à l'indépendance en 1821 puis entre dans l'Empire mexicain avant de rallier la fédération des Provinces-Unies

d'Amérique centrale, qui se scinde en 1839 en cinq Etats indépendants.

1831-1838 : Mariano Galvez, chef de l'Etat du Guatemala, mène des réformes libérales : il introduit le libre marché et promeut les exportations. Il remet en vigueur le tribut indigène, encourage la colonisation des terres et légalise la liberté religieuse, provoquant ainsi le mécontentement des communautés indiennes et de l'Eglise et l'apparition de dissensions au sein de son propre parti, ce qui le conduit à abandonner le gouvernement en 1837.

1837 : Insurrection d'indigènes menés par Rafael Carrera, un Indien presque analphabète, contre la levée de nouvelles taxes par la Fédération. Carrera se révèle bientôt un chef de guérilla adroit, encouragé par l'Eglise et les conservateurs. L'épidémie de peste qui frappe les hautes plaines du Guatemala ne fait qu'attiser la révolte.

2 juin 1838 : Rafael Carrera se rend maître de la capitale guatémaltèque. Le programme libéral de Galvez, qui visait à transformer la société coloniale, reposait sur trois piliers : la fin de l'influence politique, idéologique et économique de l'Eglise, celle de la vieille division entre République indienne et République hispanique et, enfin, celle de l'isolement des marchés financiers et commerciaux internationaux. Le triomphe de Carrera et la restauration conservatrice hypothèquent ces réformes.

Avril 1839 : Le Guatemala quitte la Fédération.

1839-1865 : Rafael Carrera dirige le pays d'une main de fer avec le soutien de l'Eglise, de la bourgeoisie marchande et des Indiens. Il ne contrôle tout d'abord que l'armée et installe donc deux proches au Honduras et au Salvador afin de consolider son emprise sur le Guatemala.

1844 : L'Assemblée honore Carrera du titre de « *digne caudillo* » et de « général en chef » avant de lui permettre d'accéder à la présidence le 11 décembre.

1859 : Carrera passe un accord avec les Britanniques auxquels il concède le droit d'occuper Belize en échange de la construction d'une route entre Ciudad de Guatemala et le littoral atlantique.

1871 : La révolution libérale triomphe au Salvador et au Guatemala, bientôt dominé par Justo Rufino Barrios. Ce riche planteur de café, dont les terres s'étendent jusqu'à la frontière avec le Mexique, entreprend une réforme agraire rapide et efficace.

1871-1879 : L'anti-clérical qu'est Barrios dirige le pays en véritable dictateur.

1873 : Les terres ecclésiastiques sont expropriées et celles qui ne sont pas exploitées sont vendues. Cette réforme, qui touche 390 000 ha de 1871 à 1883, permet la formation d'une petite propriété terrienne, notamment le long du Pacifique et dans l'intérieur du pays où les sols sont propices à la culture caféière.

1879 : Barrios convoque une Assemblée constituante. La constitution qui en est issue attribue de larges pouvoirs au président et insiste sur le caractère laïc de l'Etat.

Années 1870-1880 : Les techniques modernes utilisées pour la culture du café et venues du Costa Rica se répandent au Guatemala et au Salvador. L'Amérique centrale entière se tourne vers la monoculture qui la rend dépendante des gros investisseurs et des marchés internationaux. Les paysages de l'isthme s'unifient dans les hautes terres et sur le littoral pacifique du Guatemala au Costa Rica. La pression s'accroît sur les petits paysans exploitants. Tandis que les grands propriétaires dominent au Salvador et au Guatemala, les petits et moyens agriculteurs sont nombreux au Costa Rica.

Avril 1885 : Barrios, qui souhaitait relancer sous son autorité la fédération centre-américaine, est tué au combat à Chalchuapa, au Salvador.

1885-1892 : Présidence de Manuel Lisandro Barillas. Une société californienne, la future Guatemala Railway Company se voit octroyer des concessions ferroviaires accompagnées de

subventions et de privilèges exorbitants.

1898-1920 : Dictature de Manuel Estrada Cabrera que l'on soupçonne d'avoir trempé dans le meurtre du général José Maria Reina Barrios, neveu du président réformateur disparu en 1885. Il censure la presse, exile ou emprisonne les opposants politiques, accorde de nombreux pouvoirs à la police et favorise les membres des grandes familles du café. Enfin, il octroie d'énormes avantages aux compagnies étrangères qui investissent dans le pays.

1920 : La chute de Estrada Cabrera est orchestrée par le Parti unioniste centraméricain. Ce dernier rassemble des intellectuels, des étudiants et des personnes issues des classes moyennes, tous rapidement évincés du pouvoir.

1921 : Le général Orellana, proche de Estrada Cabrera, s'impose au pouvoir.

1926 : Le général Lazaro Chacon succède à Orellana. Le pays bénéficie alors d'une prospérité qui permet de stabiliser la monnaie et de moderniser les institutions. Le département national du Travail est créé et des lois en faveur des travailleurs sont votées.

1926 : Le Partido Cooperativista, le Partido Laborista et le Parti communiste du Guatemala voient le jour.

1930 : La mort soudaine du général Chacon met fin à l'atmosphère de détente qui règne dans le pays.

Décembre 1930 : Le général Orellana revient au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat. Cependant, le refus des Etats-Unis de reconnaître sa légitimité le contraint à organiser des élections qui se déroulent en février 1931 et dont l'ancien ministre de la Défense, le général Jorge Ubico, sort vainqueur.

1931-1944 : Jorge Ubico instaure un gouvernement dictatorial. Reprenant le système de Estrada Cabrera, il réorganise une police secrète et terrorise l'opposition. L'Université de San Carlos, qui compte de nombreux étudiants hostiles au régime, est réduite au silence et perd toute autonomie. En revanche, le président poursuit la politique de grands travaux, la construction de routes, et ne cesse d'encourager les investissements.

1936-1939 : Lors de la guerre civile espagnole, le président Ubico soutient sans ambiguïté le camp franquiste.

1941 : Alors que le régime d'Ubico est à son apogée, les légistes soumis au pouvoir adressent une pétition au président afin qu'il gouverne plus longtemps le pays, ce que proscrit la constitution.

Pendant la seconde guerre mondiale, l'image du régime est ternie par les accusations de fascisme, en dépit de la prudence du gouvernement vis-à-vis de l'Axe et de l'attention portée aux exigences des Américains en ce qui concerne l'effort de guerre.

20 octobre 1944 : Le gouvernement d'Ubico est renversé par une rébellion populaire et remplacé par une junte révolutionnaire.

1945-1951 : Le Guatemala vit une période d'euphorie à la suite de l'élection de Juan José Arévalo par 85 % des votants. Ce philosophe, libéral, candidat d'une large alliance politique, est à l'origine de nombreuses réformes.

1946 : Création d'une sécurité sociale et d'un institut indigéniste. Des programmes de santé publique sont mis en œuvre.

1947 : Elaboration d'un code du Travail et création d'une corporation pour le développement public l'année suivante.

1948-1949 : Les syndicats, qui prolifèrent au Guatemala, ne sont pas étrangers aux conflits avec la

United Fruit Company.

1949 : En dépit d'une faible mobilisation des Indiens, une loi de réforme agraire permet à certains d'obtenir des terres des plantations allemandes confisquées par l'Etat pendant la seconde guerre mondiale.

1949 : Assassinat du colonel Arana, chef d'état-major de l'armée. Le président doit faire face à vingt-neuf tentatives de coups d'Etat ; l'instabilité politique est à son comble. Avec la mort d'Arana, les conservateurs sont privés de leur candidat aux élections présidentielles à venir.

1949 : Refondation du Parti communiste guatémaltèque (PCG).

1951 : Le colonel Jacobo Arbenz Guzman succède à José Arevalo à la présidence du Guatemala. Les relations sont tendues entre grands propriétaires d'une part, syndicats et PCG d'autre part.

Juin 1952 : Loi de réforme agraire qui concerne essentiellement les propriétaires de plus de 90 hectares et des terres en jachère. La loi s'applique notamment aux terres de la United Fruit Co. acquises sous la dictature de Estrada et de Ubico. La compagnie proteste et argue du fait que les terres en jachère (85 % du total de ce qu'elle possède) servent à arrêter les maladies qui affectent les bananiers. Elle a recours aux Etats-Unis qui accusent le gouvernement guatémaltèque d'être un satellite de l'URSS.

Avril 1954 : L'archevêque de Ciudad de Guatemala appelle à la mobilisation contre le communisme alors que le président Arbenz vient d'acheter des armes à la Tchécoslovaquie.

Juin 1954 : La CIA autorise l'opération « PBSUCCESS » qui consiste à envahir le Guatemala depuis le Honduras avec l'appui de deux officiers guatémaltèques exilés. Une vaste campagne de propagande est menée contre le gouvernement en place, semant la confusion dans le pays. Le président Arbenz n'a pas les moyens de faire face à l'invasion et démissionne le 27 juin. L'armée préfère ne pas résister alors que les syndicats et quelques partis politiques souhaiteraient s'opposer aux Américains mais manquent d'armes pour le faire. Le pouvoir passe aux mains du capitaine Carlos Castillo Armas et des militaires qui se maintiennent à la tête du pays pendant les quatre décennies suivantes.

A partir de 1954, un climat de violence politique s'installe dans le pays. La participation populaire à la politique recule en raison de la répression qui frappe les opposants.

1er mars 1956 : Une nouvelle constitution interdit les partis politiques entretenant des liens avec l'étranger, ce qui exclut de fait le parti communiste.

1958 : Victoire du général Ydigoras Fuentes, un conservateur qui a fait ses débuts sous la protection de Ubico. Il ne parvient pas à régler la crise qui sévit dans le pays.

1963 : Le colonel Enrique Peralta arrive au pouvoir après l'assassinat du colonel Carlos Castillo, qui avait renversé Arbenz en 1954.

1966 : Cesar Mendez, un civil, est élu président.

1970 : Retour au pouvoir des militaires avec l'élection de Carlos Arena. Pendant cette décennie, l'armée s'engage dans un programme d'élimination des partisans de l'opposition de gauche qui fait 50 000 morts.

1976 : Un séisme provoque la mort de 27 000 personnes et fait plus d'un million de sans abris.

1978-1982 : Présidence du général Romeo Lucas Garcia, parvenu au pouvoir par un coup de force.

29 mai 1978 : Le massacre de Panzos fait de nombreuses victimes au sein des communautés indiennes. Au cours des quatre années suivantes, on estime à une douzaine de tels massacres

contre les indigènes, dont beaucoup subissent une politique de migration forcée. Le nombre de réfugiés le long des frontières du Mexique et du Honduras s'élèverait à un million de personnes.

1981 : Plus de onze mille personnes sont tuées par les soldats et les escadrons de la mort qui entendent en finir avec la guérilla antigouvernementale.

23 mars 1982 : Coup d'Etat militaire et arrivée au pouvoir du général José Efraín Ríos Montt, quelques jours seulement après la tenue d'élections présidentielles entachées de fraudes que l'on ne cherche même pas à dissimuler. Ríos Montt dénonce les escadrons de la mort et promet de respecter les droits de l'homme. Toutefois, au cours des neuf premiers mois de son gouvernement, plusieurs milliers de Guatémaltèques trouvent la mort, tués par les militaires, la police ou encore des groupes paramilitaires.

1982 : Création de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), issue de la fusion de quatre mouvements de guérilla, l'Armée des guérilleros des pauvres, l'Organisation révolutionnaire du peuple armé, les Forces rebelles armées et le Noyau directeur national du parti guatémaltèque du travail.

Décembre 1982 : L'Assemblée générale des Nations unies et le Parlement européen condamnent le gouvernement militaire de Ríos Montt.

Octobre 1983 : Nouveau coup d'Etat. Le président, le général Oscar Humberto Mejía Victores décrète l'état de siège, promet de restaurer la démocratie et de poursuivre, avec l'aide de Washington, la lutte contre le communisme. La répression continue cependant de plus belle. Les victimes sont pour la plupart des Indiens, majoritaires dans les campagnes où sévissent les forces armées qui cherchent à anéantir les guérillas, très souvent rurales, et leurs soutiens.

1984 : Les indigènes représentent encore plus de la moitié de la population du Guatemala, pays le plus indianisé d'Amérique centrale. Dans les altiplanos, c'est-à-dire les hautes terres, les structures sociales de l'époque coloniale, voire de la période maya, subsistent.

3 novembre 1985 : Elections présidentielles lors desquelles le vote est obligatoire pour tous pour la première fois. Un président démocrate-chrétien et civil en sort vainqueur.

Janvier 1986 : Vinicio Cerezo arrive au pouvoir, avec le soutien de la communauté internationale. Cependant, les militaires continuent à diriger le pays en sous-main grâce à leur présence dans les provinces.

1989 : Echec d'une tentative de coup d'Etat contre Vinicio Cerezo. Le nombre de victimes de la guerre civile depuis le début de la décennie atteint 100 000 morts et 40 000 disparus.

1991 : Jorge Serrano Elías remporte les élections. Pour la première fois, deux présidents démocratiquement élus se succèdent. Le gouvernement et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque engagent des pourparlers.

1992 : Rigoberta Menchú, porte-parole des revendications indiennes, reçoit le prix Nobel de la paix.

1993 : Jorge Serrano tente de s'approprier des pouvoirs dictatoriaux, mais on le force à démissionner. Ramiro de León Carpio le remplace momentanément.

1994 : Signature d'accords sur les droits de l'homme entre le gouvernement et l'URNG. Janvier 1996 : Arrivée au pouvoir du président Alvaro Arzu qui fait avancer les discussions en faveur de la paix civile.

Avril 1996 : Cessez-le-feu unilatéral de l'URNG. Le gouvernement cesse ses interventions armées dans le pays.

1998 : L'URNG devient un parti politique à part entière.

1999 : Une commission dirigée par l'ONU déclare que 93 % des atrocités commises lors de la guerre civile ont été le fait des forces de sécurité.

2001 : Les familles des individus massacrés en 1982 dans le village de Las Dos Erres par les soldats et les forces paramilitaires reçoivent 1,8 millions de dollars de compensation de la part du pouvoir.

2002 : Accord entre Belize et le Guatemala à propos de leur frontière commune.

28 décembre 2003 : Elections présidentielles remportées par Oscar Berger, candidat du parti de droite, Gran Alianza Nacional, face à Alvaro Colom, de la Unidad Nacional de la Esperanza de centre-droit.

Mai 2004 : L'ancien président Efraín Ríos Montt est placé sous mandat d'arrêt.

Juillet 2004 : Versement de 3,5 millions de dollars d'indemnités aux victimes de la guerre civile. L'Etat reconnaît sa part de responsabilité dans les atrocités commises.

Mars 2005 : Le gouvernement ratifie le traité de libre-échange centraméricain.

5 octobre 2005 : Le cyclone Stan entraîne un glissement de terrain dans le village de Panabaj. Plus de 1 400 personnes trouvent la mort.

Novembre 2005 : Le chef de la lutte contre la drogue est arrêté, soupçonné d'être lui-même un narcotrafiquant.

Juillet 2006 : Un juge espagnol réclame l'arrestation d'Efraín Ríos Montt et d'autres dirigeants pour leurs crimes durant la guerre civile.

Décembre 2006 : Le gouvernement et les Nations unies conviennent d'un accord sur la création d'une commission chargée d'identifier et de démanteler les groupes armés clandestins – anciens guérilleros de gauche, groupes paramilitaires passés à la délinquance ou réseaux de trafiquants – qui déstabilisent le Guatemala.

2007 : Lors des six premiers mois de l'année, plus de 2 800 personnes ont péri assassinées, signe de l'extrême violence qui règne dans le pays.

9 septembre 2007 : Elections présidentielles, législatives et municipales. Le social-démocrate (en fait très libéral) Alvaro Colom est opposé au général Pérez Molina, partisan d'une vigoureuse reprise en main. Le premier l'emporte avec 53,8 % des suffrages à l'issue du second tour de l'élection présidentielle avec plus de six points d'avance sur son adversaire (mais avec 60 % d'abstentions). Ce résultat témoigne de la poussée générale vers la gauche qui, à des degrés divers, s'opère en Amérique latine (Venezuela, Bolivie, Equateur, Argentine, Brésil, Nicaragua...) mais ne devrait guère changer la situation d'un pays dont les treize millions d'habitants demeurent analphabètes dans la proportion de 28 % et pauvres pour 56 % d'entre eux.

2009: Le gouvernement est ébranlé par le mystérieux assassinat de l'avocat Rodrigo Rosenberg., qui avait accusé en amont les dirigeants du pays d'être à l'origine de son éventuelle disparition.. Une enquête approfondie permet cependant d'affirmer que c'est la victime qui a programmé sa propre mort. Le mécontentement de l'opinion n'en est pas moins élevé face à la persistance de l'insécurité (90 meurtres pour 100 000 habitants pour l'année 2009). Seuls 18% des Guatémaltèques considèrent que leur situation s'est améliorée depuis l'élection d'Alvaro Colom.

décembre 2010: Le gouvernement décrète l'état de siège dans la région d'Alta Verapaz où se sont installés les cartels mexicains de la drogue.

2010: Le débat est ouvert sur l'ampleur de la déforestation. (la forêt primaire représente 1, 62 millions d'hectares en 2010 contre 2,35 millions en 1990)

6 novembre 2011: Le général de réserve Otto Perez Molina est élu président au deuxième tour de scrutin avec 55% des voix. Son programme très musclé conte la délinquance (engagement de l'Armée contre les réseaux de trafic de drogue notamment) a séduit les électeurs. Il est toutefois proche de l'oligarchie dirigeante, qui a toujours bloqué toute velléité de réforme fiscale, ce qui fait que les recettes de l'Etat (9,6% du PIB) ne suffisent pas à financer les programmes de lutte contre la pauvreté et la délinquance.

mai 2013: L'ancien dictateur Efraim Rios Montt, qui a exercé le pouvoir en 1982-1983, est condamné à 80 ans de prison pour "génocide" et crime de guerre. Il a été jugé coupable de la mort de 1771 indigènes mayas ixil. La guerre civile qu'a connue le Guatemala de 1960 à 1996 aurait fait 200 000 morts dont 80% d'origine indigène

Le Belize

Seul pays anglophone d'Amérique centrale et longtemps désigné sous le nom de Honduras britannique, le Belize ne compte que 300 000 habitants, sur une superficie de 23 000 kilomètres carré, et vit principalement du tourisme.

31 avril 1859 : Le gouvernement guatémaltèque dirigé par Rafael Carrera reconnaît l'existence « d'un établissement et de possessions britanniques » dans l'actuel Belize par un traité qu'il refuse de ratifier par la suite.

1862 : Tirant parti de cette reconnaissance, la Grande-Bretagne proclame colonie le Honduras britannique. Le statut de « colonie de la Couronne » est confirmé en 1871. Depuis 1854, les habitants élaient au suffrage censitaire une Assemblée de notables qui est remplacée par un Conseil législatif désigné par la Couronne.

1919 : La colonie est secouée par un soulèvement des Noirs qui revendiquent le « pouvoir noir » et s'opposent à la domination blanche.

1931 : Belize City est ravagée par un ouragan, une catastrophe naturelle qui se reproduit en 1955 et 1961.

1931 : Fondation du Progressive Party par des propriétaires qui refusent de participer financièrement à la reconstruction de la capitale qu'entend leur imposer le gouvernement.

14 février 1934 : Mouvement de travailleurs contre la crise économique et le chômage.

1935 : Retour au système électif, mais les électeurs ne représentent que 1,8 % de la population.

21 décembre 1949 : Dévaluation de la monnaie par la Grande-Bretagne, ce qui provoque la colère des habitants et la création du People's Committee.

29 septembre 1950 : Le People's Committee se transforme en People's United Party (PUP) avec à sa tête le syndicaliste George Price.

Août 1951 : Fondation du National Party (NP), suscitée par la Grande-Bretagne qui tient à organiser un parti d'opposition au PUP. Cependant, le NP ne rencontre que peu de succès.

1954 : Promulgation d'une nouvelle constitution instituant le suffrage universel. Aux élections du 28 avril, le PUP recueille plus de 66 % des voix et distance largement le NP. Il engage alors le pays dans un processus de décolonisation ayant l'indépendance comme objectif.

1956 : Le PUP se divise, Price en garde la tête tandis que les dissidents créent le Honduras Independent Party (HIP) qui entre dans l'opposition aux côtés du NP.

1958 : Fusion du NP et du HIP pour former le National Independent Party.

1961 : Le PUP remporte une fois de plus la totalité des sièges législatifs aux élections. George Price devient alors *First Minister*, avant d'obtenir le titre de *Prime Minister*, c'est-à-dire de chef du gouvernement, en 1964. Le PUP domine politiquement le pays jusque dans la décennie 1980.

1964 : La Grande-Bretagne accorde le *self-gouvernement*, premier pas vers l'indépendance.

1969 : Naissance d'un parti d'opposition de droite, le People's Democratic Movement (PDM).

1970 : Les pouvoirs politiques s'installent à Belmopan qui devient la nouvelle capitale.

1972 : Le Guatemala maintient ses revendications sur le territoire du Honduras britannique qu'il menace même d'invasion militaire.

Septembre 1973 : Fusion des partis d'opposition, le NIP, le PDM et le Liberal Party en un United Democratic Party (UDP).

1973 : Le Honduras britannique prend le nom de Belize.

1974 : Publication par le PUP du « Manifeste pour un Belize indépendant ». La même année, le parti remporte les élections générales, ainsi qu'en 1979.

1980 : Nouveau manifeste indépendantiste du PUP publié sous le nom de Manifesto for the New and Progressive Revolution.

Fin 1980 : Par 163 voix contre 0, l'ONU se prononce en faveur de l'indépendance du Belize

11 mars 1981 : Signature des *Heads of Agreement* entre la Grande-Bretagne, le Guatemala et le gouvernement du Belize.

21 septembre 1981 : Indépendance du Belize, à laquelle s'oppose le voisin guatémaltèque. S'ouvre une période d'instabilité politique et économique et de lutte sans merci entre les deux partis principaux, le PUP et l'UDP.

29 mai 1983 : A la convention du PUP, les dissensions entre les dirigeants apparaissent au grand jour car l'aile droite du parti dénonce les liens avec Cuba et le Nicaragua. L'UDP, dont Manuel Esquivel devient le *leader* après d'âpres tractations, n'est guère plus épargné par les luttes intestines.

14 décembre 1984 : Après la dissolution de l'Assemblée, des élections législatives ont lieu. George Price, toujours très populaire, se présente pour le PUP. A la surprise générale, l'UDP l'emporte avec 53 % des suffrages. Manuel Esquivel forme le nouveau gouvernement. Il s'agit d'un sérieux revers pour le PUP et son *leader* qui dirigeaient le pays depuis près de trente ans. Cette longévité ainsi que l'inflation et la corruption au sein du parti expliquent la défaite ainsi subie.

Décembre 1986 : L'UDP reconquiert la mairie de Belize City.

Mai 1988 : Création d'une commission mixte Belize-Guatemala à travers laquelle ce dernier reconnaît tacitement son petit voisin.

4 septembre 1989 : Le PUP remporte les élections générales par 50,9 % des voix, et George Price retrouve sa fonction de Premier ministre.

Décembre 1989 : Aux élections municipales à Belize City, tous les sièges reviennent au PUP.

1991 : Le Guatemala reconnaît le Belize comme un État indépendant et souverain.

1993 : A la suite de la victoire électorale de l'UDP contre le PUP, Manuel Esquivel accède au poste de Premier ministre.

1998 : Said Musa, candidat du PUP, succède à Manuel Esquivel. Il est reconduit en 2003 pour un second mandat.

Janvier 2005 : Grèves dans le secteur public et privé contre la hausse des impôts et en faveur d'une augmentation des salaires.

Avril 2005 : Emeutes dans la capitale lors de manifestations antigouvernementales.

Avril 2006 : Début de l'exploitation commerciale des réserves de pétrole.

Le Honduras

Le pays (112 000 kilomètres carré et 7,1 millions d'habitants) tire son nom, selon la tradition, d'une formule prêtée à Christophe Colomb qui aurait remercié Dieu, en doublant le cap fixant aujourd'hui la frontière avec le Nicaragua, d'être enfin sorti de *esas honduras* c'est-à-dire de « ce trou ». Il est plus probable que le pays reçut le nom correspondant à celui du golfe qui y donne accès, appelé Golfo de Honduras (golfe des Profondeurs) puisqu'il correspond à la fosse marine de Bartlett. La monnaie du Honduras est le lempira.

Septembre 1824 : Le Honduras indépendant nomme un chef d'Etat, Dionisio de Herrera, et choisit Francisco Morazan comme secrétaire général du gouvernement.

Au XIXe siècle, le pays est très fragmenté et la population parsemée. Les routes en mauvais état rendent les communications difficiles. La capitale Tegucigalpa est elle-même peu accessible et souffre du déclin de l'industrie minière.

1852 : Les Anglais occupent les Bay Islands, dans le golfe du Honduras, en dépit du traité anglo-américain Clayton-Bulwer de 1850.

1853 : Trinidad Cabañas, lieutenant du libéral Morazan, prend le pouvoir et milite en faveur d'une union avec les pays voisins. Cependant, il est défait par le conservateur guatémaltèque Carrera, comme Vasconcelos deux ans plus tôt au Salvador. Le nouveau président du Guatemala restaure une « paix conservatrice ».

1856 : Un proche de Carrera, Santos Guardiola, accède à la présidence du Honduras.

1861-1862 : Lorsque le Salvadorien Gerardo Barrios tente de s'opposer à Guardiola, la crise atteint son apogée. Barrios est défait en 1863 par Carrera qui installe Francisco Dueñas à la présidence.

1876 : Un fidèle de Barrios, Marco Aurelio Soto, prend le pouvoir et tente des réformes libérales difficiles à mener dans ce petit pays fragmenté et à la population dispersée. La tentative de liaison ferroviaire interocéanique échoue en raison de la corruption et du coût trop élevé de l'opération.

1883-1891 : Luis Bogran succède à Soto dont il poursuit les réformes, sans grand succès et dans un climat d'instabilité politique.

1894 : Arrivée au pouvoir de Policarpe Bonilla, soutenu par les libéraux du Nicaragua. Le calme revient au Honduras qu'il dirige jusqu'en 1899.

Le bilan des réformes entreprises par les gouvernements de Soto, Bogran et Bonilla est maigre ; les contraintes géographiques et humaines pèsent lourd dans cet échec.

1890-1933 : Le pays souffre de son instabilité politique. Il est exclusivement tourné vers l'exportation de bananes, ce qui l'affaiblit économiquement, d'autant que les compagnies bananières se disputent les marchés, les concessions de terres ainsi que le contrôle du réseau ferré hondurien.

1932-1948 : Présidence de Tiburcio Carias Andino qui dirige le pays d'une main de fer et se défait de l'emprise des dirigeants guatémaltèques Estrada Cabrera et Ubico. Le retour à la stabilité pourrait être dû à la fusion intervenue entre la United Fruit Co. et la Cuyamel Fruit Co. dont la lutte cesse.

1948 : Le docteur Juan Manuel Galvez, candidat du Parti national, arrive au pouvoir. Cet avocat des compagnies bananières entreprend de moderniser le pays en créant une banque centrale, en promouvant l'exportation du café et la diversification économique et en améliorant le réseau routier.

1954 : Grève des travailleurs du secteur bananier que le président Galvez n'ose réprimer. Le mouvement s'amplifie et aboutit à la légalisation des syndicats qui obtiennent une législation sur le travail en 1957.

1954 : Galvez autorise la tenue d'élections dont le candidat du parti libéral, Ramon Morales, sort vainqueur contre Tiburcio Carias. Cependant, le président nouvellement élu ne gouverne le pays qu'à partir de 1957.

1957-1963 : Ramon Morales poursuit les réformes entamées par Galvez en s'appuyant sur les classes moyennes et inférieures ainsi que sur les syndicats.

1963 : Un coup d'Etat renverse le président Ramon Morales.

1963-1970 : Gouvernement conservateur de Lopez Arellano.

1972 : De retour au pouvoir, Lopez Arellano cède à la pression de jeunes officiers de l'armée et entame une réforme agraire afin de distribuer des terres, d'organiser les paysans en coopératives et de favoriser leur accession au crédit. Cette réforme, bien qu'elle n'ait affecté que les terres non cultivées, permet au pays d'atteindre l'autosuffisance dans les céréales de consommation courante. Cependant, les réformes s'interrompent à la fin de la décennie du fait de la corruption et des fortes dissensions au sein de l'armée.

1974 : L'ouragan Fifi dévaste la côte du Honduras.

1974 : Le président Lopez Arellano démissionne, remplacé par le colonel Juan Alberto Melgar Castro l'année suivante.

1978 : Melgar est chassé du pouvoir par le coup d'Etat mené par le général Policarpo Paz Garcia.

1980 : Le général Paz Garcia signe un traité de paix avec le Salvador.

1981 : Arrivée à la présidence de Roberto Suazo Cordova du Parti libéral du Honduras. Il dirige le premier gouvernement civil depuis plus d'un siècle. Cependant, le chef des forces armées, le général Gustavo Alvarez, conserve une grande influence dans le pays où éclatent des conflits armés.

1984 : Le général Alvarez est déposé à la suite de manifestations anti-américaines à Tegucigalpa. Les camps américains qui entraînent les contre-révolutionnaires salvadoriens sont fermés.

1986 : Election d'un nouveau président libéral, Jose Azcona del Hoyo.

1987 : Amnistie pour les membres des guérillas militaires et d'extrême gauche qui ont commis des exactions au début de la décennie 1980.

Août 1988 : La Cour interaméricaine des Droits de l'homme déclare le gouvernement coupable de la disparition de citoyens honduriens entre 1981 et 1984.

Janvier 1989 : Assassinat du général Alvarez par des membres de la guérilla d'extrême gauche.

1990 : Réformes libérales menées par le nouveau président, Rafael Callejas.

Mars 1993 : Le gouvernement met en place une commission chargée d'enquêter sur de supposées violations des droits de l'homme par les militaires. Des officiers supérieurs seront ainsi déclarés coupables de tels faits en avril 1995.

Novembre 1993 : Le candidat du parti libéral remporte les élections présidentielles. Carlos Reina est favorable à une réforme judiciaire et à une limitation du pouvoir de l'armée.

1997 : Election de Carlos Flores, candidat du parti libéral, à la présidence. Il réorganise l'armée qui perd le contrôle de la police l'année suivante.

Octobre 1998 : Le cyclone Mitch dévaste le pays.

Juin 2000 : La Cour suprême annule l'amnistie de 1987 concernant les atrocités commises pendant la guerre civile.

4 novembre 2001 : Elections présidentielles dont le candidat du parti nationaliste, Ricardo Maduro, sort vainqueur. Le parti libéral est évincé du pouvoir. Le nouveau président compte faire participer l'armée à la lutte contre le crime organisé.

Janvier 2002 : Le Honduras renoue les liens diplomatiques avec Cuba.

Mai 2003 : Le Congrès vote l'envoi d'un petit contingent en Irak.

Décembre 2004 : Des membres d'un gang assassinent 30 passagers d'un bus à Chamalecon, dans le Nord du pays.

27 novembre 2005 : Manuel Zelaya, candidat du parti libéral, devient président.

2006 : Le Honduras et le Salvador inaugurent leur nouvelle frontière à propos de laquelle existait un litige depuis 1969.

28 juin 2009: Le président hondurien Manuel Zelaya est renversé par un coup d'Etat militaire et exilé au Costa Rica. Le putsch est le premier que connaisse l'Amérique centrale depuis la fin de la guerre froide et il a été condamné par les USA, l'Organisation des Etats américains et l'Union Européenne. Les parlementaires ont désigné leur président Roberto Micheletti comme nouveau chef de l'Etat. La crise est née de la décision du président Zelaya d'organiser une consultation populaire sur la convocation d'une Assemblée constituante jugée illégale par la Cour suprême et le Congrès, qui accusent le président de chercher à supprimer le principe de non-renouvellement du mandat présidentiel. Manuel Zelaya était membre du parti libéral conservateur mais s'était rapproché de l'ALBA, l'alliance formée autour du Venezuela chaviste et de Cuba.

29 novembre 2009: Porfirio Lobo, le candidat du parti national remporte l'élection présidentielle, cinq mois après le coup d'Etat militaire. Avec 55% des voix, il devance de 18 points son principal rival, Elvin Santos, candidat du parti libéral la famille politique du président Zelaya déchu en juin . L'abstention a atteint 65%. A l'exception des USA, du Panama, du Pérou et du Costa Rica, les autres Etats américains annoncent qu'ils ne reconnaîtront pas ces élections

juin 2010: Hillary Clinton, secrétaire d'Etat américaine demande à l'Organisation des Etats américains de réintégrer le Honduras en son sein

24 novembre 2013: Juan Orlando Hernandez, du Parti National remporte les élections présidentielles (34% des voix) contre Xiomara Castro, épouse du président déchu Manuel Zelaya (28,5%) et Mauricio Villeda (21%).

Le Nicaragua

Le plus étendu des pays d'Amérique centrale (130 000 kilomètres carré), le Nicaragua est caractérisé par un fort contraste entre le littoral atlantique et la région de la côte pacifique. Il fut le premier à faire sécession des Etats composant la République fédérale de Centre-Amérique, mais fut aussi le pays où l'influence nord-américaine s'affirma le plus rapidement.

1821 : Dès son indépendance, le Nicaragua voit s'affronter deux partis politiques, le parti conservateur, formé de membres de l'oligarchie foncière, et le parti libéral, issu de la bourgeoisie marchande.

1843 : L'Angleterre s'octroie la côte des Mosquitos en en faisant un « protectorat ». Elle s'approprie ainsi cette région où elle compte percer un canal interocéanique et l'occupe jusqu'en 1894. La diplomatie victorienne s'avère d'autant plus entreprenante que des navires de guerre de la Royal Navy croisent au large du Nicaragua.

Au XIXe siècle, le pays continue à approvisionner toute l'Amérique centrale en bétail, comme c'était déjà le cas durant la période coloniale.

1851 : Un Américain du nom de Cornelius Vanderbilt fonde la Compagnie auxiliaire de transit qui assure la liaison entre les deux océans par le lac Nicaragua et le fleuve San Juan dont le cours forme la frontière avec le Costa Rica. Pour cela, il s'engage à verser chaque année 10 000 pesos et 10 % des bénéfices de la compagnie à l'Etat. Ne tenant pas ses engagements, il entre en conflit avec le Nicaragua alors en proie à des luttes entre libéraux et conservateurs.

1855 : Deux gouvernements concurrents se partagent le pouvoir dans le pays, l'un, conservateur, dirigé de Granada par Frutos Chamorro, l'autre libéral, établi à Léon sous l'autorité de Francisco Castellon.

1855 : Les libéraux font appel à un homme du Tennessee, William Walker, afin qu'il organise une force mercenaire. Cet ancien médecin et journaliste, qui a obtenu la citoyenneté nicaraguayenne, met rapidement en place un gouvernement fantoche dirigé en sous-main par ses mercenaires.

Octobre 1855 : Walker s'empare de Granada. Les deux camps ennemis font la paix le 23, mais leurs deux *leaders* sont morts. L'aventurier américain saisit l'occasion pour faire éliminer le nouveau président et prendre sa place. En réalité, il prépare l'annexion du Nicaragua aux Etats-Unis et, à plus long terme, celle de toute l'Amérique centrale qui constitue un réservoir de main-d'œuvre.

Novembre 1855 : Le président costaricien Juan Rafael Mora alerte ses voisins d'Amérique centrale sur le danger représenté par Walker. Il réitère sa mise en garde le 1er mars 1856 et lève, dans le courant de ce mois, une armée de 9 000 hommes, soit presque 10 % de la population de son petit pays.

20 mars 1856 : Bataille à proximité de la Casona de la Hacienda Santa Rosa remportée par les troupes costariciennes contre celles de Walker. La victoire est suivie d'une reconquête des territoires du Pacifique et du centre du pays.

11 avril 1856 : Bataille de Rivas qui voit à nouveau l'échec des hommes de Walker. Cependant, la

guerre n'est pas finie car une épidémie de choléra décime l'armée costaricienne.

Septembre 1856 : Walker rétablit l'esclavage.

Mai 1856 : Le Département d'Etat américain reconnaît le gouvernement formé par Walker.

Mai 1857 : Les pays d'Amérique centrale unis contre Walker forment une armée commandée par le Costaricien Juan Rafael Mora et équipée par les Britanniques. Celle-là vainc les mercenaires à l'issue d'une lutte acharnée d'un an. Cette guerre, qui porte le nom de « Campagne nationale », assure l'indépendance de l'Amérique centrale et consacre les conservateurs au pouvoir jusqu'en 1893.

1859 : Pour combler le déficit provoqué par la guerre, le président Mora, récemment réélu, crée un impôt qui mécontente sa population. Il est renversé par deux généraux qui se sont illustrés pendant la guerre, Blanco et Salazar. Mora choisit de s'exiler et périt fusillé quelque temps plus tard en tentant de reprendre le pouvoir dans son pays.

12 septembre 1860 : Espérant encore s'emparer de l'Amérique centrale, Walker essaie de débarquer au Honduras où il est capturé et passé par les armes. A l'évidence, cet individu agissait en sous-main pour le compte des Etats-Unis en quête de territoires où percer un canal interocéanique.

1863-1870 : Présidence de Jésus Jimenez qui est parvenu à écarter les généraux Blanco et Salazar. L'armée n'est que momentanément dépossédée du pouvoir.

1869 : Ouverture de la route intercontinentale qui relie la Californie à la côte est de l'Amérique centrale. La traversée de l'isthme se fait forcément par le Nicaragua, soit par le San Juan soit par le lac Nicaragua : avec l'intensification des échanges, le pays retrouve vigueur et dynamisme.

1870 : Le général Tomas Guardia Gutierrez devient président, promulgue une constitution libérale dès l'année suivante et entreprend des travaux de modernisation.

1873-1890 : Construction d'une ligne de chemin de fer de 80 kilomètres qui relie la Vallée centrale à Puerto Limon, sur la côte atlantique. Les travaux sont confiés à une famille d'Américains du nom de Keith qui se voit concéder en échange 325 000 hectares de terres au Costa Rica. Minor Cooper Keith se lance alors dans la production de bananes dont le commerce est facilité par l'achèvement de la voie ferrée.

1893 : Arrivée au pouvoir des libéraux menés par José Santos Zelaya qui gouverne jusqu'en 1909. L'extension du réseau ferroviaire se poursuit dans tout le pays ; l'Etat encourage les investissements étrangers et l'industrie minière est relancée. L'aspect le plus important de cette politique économique est l'intervention d'hommes d'affaires qui investissent dans le secteur caféier. Le gouvernement leur est très favorable et leur concède de nombreux privilèges en leur fournissant de la main-d'œuvre en quantité abondante et en assouplissant les conditions d'embauche des travailleurs. La production du café n'éclipse ni l'industrie minière ni l'élevage qui reste prédominant dans l'économie. La multiplicité des activités ne contribue pas à l'unité des élites dirigeantes.

1894 : Le président Zelaya envahit la côte des Mosquitos dont il reprend le contrôle.

1895-1898 : Grande République d'Amérique centrale, créée entre le Nicaragua, le Honduras et le Salvador sous l'influence de Zelaya. Elle ne dure que quatre années. Un accord prévoit la défense commune contre toute agression extérieure et légitime toute intervention dans un pays voisin.

30 mars 1899 : Minor Cooper Keith crée la United Fruit Company qui élimine peu à peu, en les absorbant, toutes les petites entreprises bananières d'Amérique centrale et des Caraïbes.

1901 : Les Etats-Unis rejettent l'accord proposé par le Nicaragua au sujet d'un canal interocéanique car il ne comprend aucune clause concernant une éventuelle extraterritorialité.

1902 : Les droits pour la construction du canal sont concédés à une compagnie française et non américaine.

1902-1907 : Deuxième tentative unioniste en Amérique centrale qui mécontente le président guatémaltèque Estrada Cabrera et inquiète le Mexique et les Etats-Unis.

1903 : Lorsque le Panama acquiert son indépendance, les Etats-Unis abandonnent tout projet de canal au Nicaragua.

1905 : Nouvelle constitution qui réduit les droits individuels et renforce l'exécutif. Le régime de Zelaya reprend une tournure autoritaire.

1909 : Des conservateurs, secondés par la marine américaine, renversent Zelaya alors en plein bras de fer avec les Etats-Unis auxquels il a retiré des concessions. Dès lors, les Etats-Unis interviennent fréquemment dans la politique intérieure du Nicaragua.

1911 : Le pacte Dawson entre les Etats-Unis et le Nicaragua prévoit l'installation à la présidence d'Adolfo Diaz, employé d'une compagnie minière américaine.

1912 : Les Etats-Unis interviennent contre « le régime barbare et corrompu » de Manuel Bonilla et occupent le pays jusqu'en 1925.

1916 : Traité Bryan-Chamorro. Les Etats-Unis reçoivent le droit perpétuel de construire un canal à travers le Nicaragua, une concession pour 99 ans sur les îles antillaises du Maïs et l'autorisation de construire une base navale dans le golfe de Fonseca. Les Américains font ainsi du Nicaragua une sorte de protectorat de fait.

1924 : Mise en place d'un gouvernement de coalition renversé par un coup d'Etat du conservateur Emiliano Chamorro l'année suivante. Ce dernier ne se maintient pas longtemps au pouvoir car Adolfo Diaz le remplace, à la grande satisfaction des Américains.

1925 : Dès que les soldats de la marine américaine quittent le Nicaragua, une guerre civile éclate avec les libéraux armés par le Mexique.

1926-1927 : A leur retour, les *marines* américains doivent faire face à une insurrection populaire qui s'apparente à une guérilla menée par le vice-président libéral Sacasa et le général José Maria Moncada. Ce dernier négocie la reddition de ses troupes aux *marines* en échange du soutien américain aux prochaines élections présidentielles, mais l'un des chefs libéraux, Augusto César Sandino, s'y oppose, considérant de telles tractations comme une trahison. Il organise une résistance armée dans le Nord du pays et affirme sa volonté de libérer le Nicaragua de la présence américaine et de poursuivre la lutte entreprise par Sacasa.

Mars 1927 : Ratification d'un accord à Tipitapa. Il prévoit l'arrêt des hostilités de la part des libéraux dirigés par le général Moncada.

1928 : Le général Moncada devient président. Augusto César Sandino persiste dans son refus de déposer les armes et continue la lutte avec ses forces qui remportent des succès inattendus dans la région de Nueva Segovia. Son discours anti-impérialiste et nationaliste est bien accueilli au Nicaragua ainsi que dans l'ensemble de l'isthme et reçoit même l'appui du gouvernement mexicain.

1931 : La capitale, Managua, est dévastée par un séisme et connaîtra une catastrophe analogue en 1972.

1932 : Sacasa est élu président, les Américains acceptent de se retirer du Nicaragua et Moncada parvient à un accord avec les sandinistes, disposés à cesser la guérilla.

1er janvier 1933 : Départ des *marines* du territoire nicaraguayen. Sandino voit l'aboutissement de

sa lutte.

21 février 1934 : Le pays semble être revenu à la paix lorsque Sandino et ses lieutenants sont assassinés par la Garde nationale, dirigée par Anastasio Tacho Somoza Garcia et téléguidée par les Etats-Unis.

1936 : Anastasio Somoza renverse le président Sacasa et s'installe au pouvoir jusqu'en 1956. Ce dictateur est un allié indéfectible des Etats-Unis qui absorbent l'essentiel des exportations du Nicaragua. La famille Somoza investit et fait fortune dans l'industrie du coton.

1944 : Création du Parti libéral indépendant issu d'une scission d'avec le Parti libéral nationaliste de Somoza.

1951 : Somoza remporte les élections présidentielles, ce qui lui permet de revenir au pouvoir alors qu'il avait cédé sa place à des proches lors des élections précédentes pour respecter la constitution.

1956 : Somoza est assassiné par un poète, Rigoberto Lopez Perez.

1957 : Son fils, Luis Somoza, alors président de la Chambre des députés, se présente aux élections présidentielles dont il sort vainqueur. Il nomme son frère Anastasio Tachito chef de la Garde nationale.

23 juillet 1961 : Création du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), constitué de marxistes et de chrétiens radicalisés, très influencés par la révolution cubaine qu'ils aimeraient transposer dans leur pays.

1963 : Du fait des faiblesses de l'opposition, le somoziste René Schik est élu président.

1966 : Lorenzo Guerrero, très proche des Somoza, succède à René Schik. L'Union nationale d'opposition (UNO), qui rassemble autour du *leader* du parti conservateur Fernando Agüero, le Parti social-chrétien et le Parti libéral indépendant voit le jour sous son mandat.

1967 : L'UNO tente un coup d'Etat qui échoue et permet à Anastasio Tachito Somoza, dit aussi « Somoza II », d'être élu président. Ce dernier entreprend de purger son propre parti, le Parti libéral somoziste, et se met à dos d'anciens partisans qui passent à l'opposition.

23 décembre 1972 : Terrible tremblement de terre à Managua. Somoza saisit l'occasion pour se faire nommer président d'un comité d'urgence doté des pleins pouvoirs.

Septembre 1974 : Anastasio Tachito Somoza est réélu président lors d'élections entachées de fraudes et d'irrégularités.

15 décembre 1974 : Création de l'Union démocratique de libération (UDEL) composée de deux syndicats et de sept partis politiques parmi lesquels le parti social-chrétien, le Parti libéral indépendant, le Parti socialiste nicaraguayen (communiste) et l'Action nationale conservatrice. Le mécontentement populaire, provoqué par les difficultés économiques depuis 1973, est latent. La bourgeoisie non somoziste et les patrons souhaitent également la fin de ce régime familial. Quant à l'Eglise, elle condamne les atteintes aux droits de l'homme qui accompagnent la politique répressive de Somoza.

Décembre 1974 : Reprise de l'action des sandinistes au sein du FSLN.

1975-1976 : Le FSLN se divise en trois branches dont l'une, dirigée par Tomas Borge et Henri Ruiz, principalement implantée dans les campagnes auprès des ouvriers agricoles, se nomme « Guerre populaire prolongée ». La seconde a pour nom la « Tendance prolétarienne » et vise à établir directement un gouvernement socialiste. Enfin, la troisième tendance, dite « *tercerista* » ou « insurrectionnelle », est dirigée par les frères Ortega, favorables à l'instauration d'un gouvernement populaire. Elle devient bientôt prépondérante.

10 janvier 1978 : Assassinat de Pedro Joaquin Chamorro, président de l'UDEL, qui provoque une grève générale dans le pays.

Juillet 1978 : Naissance du Front élargi d'opposition qui rassemble seize partis dont ceux de l'UDEL. Parallèlement est fondé le Mouvement du peuple uni (MPU) qui se veut une force populaire autonome et regroupe vingt-quatre organisations politiques et syndicales de gauche.

Septembre 1978 : Le FSLN déclenche une offensive contre le gouvernement de Somoza qui répond par une répression sans merci.

26 mars 1979 : Les trois tendances issues du FSLN fusionnent afin de poursuivre la lutte antigouvernementale.

19 juillet 1979 : Les troupes sandinistes entrent à Managua et la dictature somoziste s'effondre tandis que s'en installe une autre. Le même jour est promulgué un « Statut fondamental » qui se substitue à l'ancienne constitution et instaure une démocratie révolutionnaire. Le pays est dirigé par une junte dans un climat de violence jusqu'aux élections de 1984.

1979 : Dès l'arrivée au pouvoir des sandinistes, l'Eglise se divise. Elle avait montré son hostilité à l'égard du régime de Somoza, mais son archevêque s'oppose tout autant aux sandinistes qui bafouent les libertés essentielles des individus. En revanche, certains prêtres et évêques acceptent d'entrer dans le gouvernement d'Ortega, l'un d'eux affirmant même que « le message de la Bible est complètement marxiste ».

A partir de 1981, les Etats-Unis financent un mouvement de contre-révolution que l'on nomme « *contra* » car le président Reagan souhaite renverser le régime marxiste des sandinistes.

4 mars 1983 : A Managua, Jean-Paul II célèbre une messe dont la retransmission à la télévision est interrompue par le pouvoir. Le pape suspend les discussions avec le gouvernement du Nicaragua l'année suivante et réclame l'ouverture de pourparlers avec les *contras*.

Juillet 1984 : Expulsion de prêtres étrangers.

Novembre 1984 : Daniel Ortega est élu président du Nicaragua avec 67 % des suffrages, sachant que les quatre partis de la coordination démocratique ont boycotté les élections. Il forme un gouvernement qui exclut les non-sandinistes. Le ministère de l'Intérieur est confié à Tomas Borge, fervent partisan de la révolution et anticlérical acharné. Humberto Ortega, frère du président, reçoit la Défense.

Fin 1984 : Les effectifs des *contras* sont estimés à 15 000 hommes, pour la plupart stationnés à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras et constitués de paysans et d'Indiens Miskitos. Financée par la CIA qui lui permet de mener des actions secrètes, la *contra* reçoit aussi l'aide d'autres organismes étrangers. Elle est formée de divers partis, dont le plus important est la Fuerza Democratica Nicaragüense (FDN) du colonel Enrique Bermudez, mais ne parvient jamais à étendre son influence dans la partie occidentale du pays.

12 juin 1985 : Fondation de l'Union Nacional Opositora (UNO), parti d'opposition au pouvoir sandiniste.

Août 1985 : Outre ses fonctions de chef de l'Etat, Daniel Ortega prend la direction de son parti, le FSLN dont la plupart de ses ministres sont également des membres éminents. Le FSLN contrôle l'exécutif et les sandinistes disposent de forces armées non négligeables : l'armée populaire sandiniste, la Sécurité d'Etat, la Police sandiniste et les milices populaires sandinistes qui regroupent à elles seules une centaine de milliers d'hommes présents dans les villes et sur les lieux de travail.

Septembre 1985 : La FDN crée l'organisation KISAN (Union des peuples indiens de la côte atlantique) afin de fédérer les mouvements indigènes. Les Indiens subissent en effet des attaques

et une politique de déplacement et d'assimilation forcés depuis l'arrivée au pouvoir des sandinistes.

15 octobre 1985 : Instauration de l'état d'urgence pour faire face à ce que Daniel Ortega appelle des tentatives de déstabilisation du régime orchestrées par certains partis politiques nationaux. Les libertés publiques sont suspendues, la censure mise en place, les manifestations surveillées, le droit de grève interdit.

25 juin 1986 : Les Etats-Unis votent une aide de 100 millions de dollars aux *contras*. Le gouvernement du Nicaragua ordonne alors la suspension du quotidien d'opposition La Prensa, l'accusant d'être à la solde des Américains. De même, Radio Catolica est périodiquement interdite, notamment pour avoir retransmis une manifestation antigouvernementale.

9 janvier 1987 : Promulgation d'une nouvelle constitution.

7 mai 1987 : A Miami, fondation de la Resistencia Nicaragüenze (RN) qui espère rassembler en une seule armée l'ensemble des forces *contras*.

Août 1987 : Accord Esquipulas II entre les cinq pays d'Amérique centrale pour une paix durable et définitive. Dès lors, le Congrès américain cesse de financer les actions des *contras*.

Janvier 1988 : Le pape reçoit Daniel Ortega, et à monseigneur Obando y Bravo, nommé président de la Commission nationale de réconciliation, échoit la difficile mission d'organiser une rencontre entre sandinistes et *contras*. L'état d'urgence est levé.

23 mars 1988 : L'accord de Sapoa entre le gouvernement de Managua et les *contras* met fin à la lutte armée, provoquant l'éclatement de la RN dirigée par Bermudez. Certains de ses lieutenants se soulèvent contre leur chef, ancien officier somoziste, qu'ils accusent d'incompétence et de corruption. L'armée hondurienne intervient pour mettre fin à la rébellion.

17 juillet 1988 : Bermudez devient membre du Directoire de la RN dont son adversaire P. J. Chamorra se voit exclu. Les divisions de la contre-révolution l'affaiblissent. Les combats reprennent en dépit de la trêve unilatérale décrétée par les sandinistes, qui court jusqu'en 1989.

Fin 1988 : La révolution sandiniste a perdu de nombreux partisans depuis sa naissance dix ans auparavant. La population appauvrie est défavorable au gouvernement et les populations paysannes déplacées à cause de la guerre refusent leur réinstallation dans des villages coopératifs. Si les Nicaraguayens sont loin d'être tous de fervents partisans de la *contra*, du moins pratiquent-ils une sorte de résistance passive à la révolution sandiniste.

4 août 1989 : Un accord politique entre les partis du pays prévoit le début officiel de la campagne électorale le 5 décembre et la passation des pouvoirs le 25 avril 1990.

7 novembre 1989 : Formation d'un groupe d'observateurs de l'ONU, en vue des élections.

25 février 1990 : Défaite des sandinistes aux élections présidentielles. La candidate de l'UNO, Violeta Barrios de Chamorro, recueille 54,7 % des suffrages contre 40,8 % pour Daniel Ortega. Elle réalise ses meilleurs scores dans les campagnes rendues exsangues par la guerre. Dès le lendemain des élections, l'UNO se divise et se dissout. La nouvelle présidente est accusée d'entente secrète avec le FSLN qui demeure la seule force organisée du pays.

19 avril 1990 : Accord de cessez-le-feu entre *contras* et sandinistes, ce qui n'empêche pas la reprise de la guerre civile dès septembre.

27 juin 1990 : L'état-major de la RN dépose les armes. C'est la fin d'un conflit d'une décennie qui a fait 30 000 morts, 500 000 déplacés et des milliards de dollars de dégâts.

1994 : Arnaldo Aleman devient président.

1998 : Le cyclone Mitch tue 3 000 personnes et fait des centaines de milliers de sans-abri.

2000 : Le FSLN remporte les élections municipales.

4 novembre 2001 : Enrique Bolanos, du Parti libéral constitutionnel, remporte l'élection présidentielle face au sandiniste Daniel Ortega. Le Nicaragua est alors le pays le plus pauvre d'Amérique centrale.

Mars 2002 : Le parti sandiniste reconduit Daniel Ortega à sa tête.

Décembre 2002 : L'ancien président Arnaldo Aleman est condamné à vingt années de prison pour corruption.

Janvier 2004 : La Banque mondiale efface 80 % de la dette du Nicaragua.

Avril 2005 : La hausse du coût de la vie et de l'essence est à l'origine de manifestations qui dégénèrent violemment.

Juin 2005 : Lutte entre les membres du gouvernement et une alliance de l'opposition. En octobre, la crise politique est à son comble.

5 novembre 2006 : Daniel Ortega, candidat du Front sandiniste de libération nationale et ancien président, revient à la présidence du Nicaragua, malgré le soutien affiché que Washington a apporté aux candidats de droite Eduardo Montealegre et José Rizo.

16 novembre 2006 : Promulgation d'une loi contre l'avortement à laquelle le président nouvellement élu apporte son soutien.

10 janvier 2007 : Daniel Ortega prend officiellement ses fonctions de président

Décembre 2007 : La mise en place des « conseils du pouvoir citoyen » par Daniel Ortega est dénoncée par l'opposition de droite comme un retour des « comités de défense sandiniste » des années quatre-vingt et elle reproche au président de s'inspirer des expériences de Fidel Castro, du Vénézuélien Chavez ou du Bolivien Morales. Avec ses 5,5 millions d'habitants dont 2,3 vivent dans une extrême pauvreté (1,5 million souffre de malnutrition, 30 % de la population sont analphabètes et 800 000 Nicaraguayens ont émigré à l'étranger dont 500 000 aux Etats-Unis), le pays, dépourvu de ressources importantes (si l'on excepte banane, café, tabac ou tourisme) apparaît, quels que soient les aléas de sa vie politique, comme l'un des plus défavorisés d'Amérique latine.

novembre 2008: Les résultats des élections municipales, favorables aux sandinistes, sont contestés par l'opposition, ce qui entraîne des heurts à Managua. Le rapprochement opéré avec la Russie (le Nicaragua a reconnu les deux Etats d'Abkhazie et d'Ossétie du sud soutenus par Moscou après la crise russo-géorgienne de l'été) vaut au président Ortega l'hostilité de Washington et de Bruxelles . Au point que l'aide budgétaire directe européenne pourrait baisser de 120 millions de dollars en 2008 à moins de 90 millions en 2009.

2009: L'ancien président Arnaldo Aleman (1997-2002) condamné à vingt ans de prison pour corruption, est acquitté par la Cour suprême après s'être entendu avec son ancien adversaire Daniel Ortega.

2011: Daniel Ortega est réélu pour un troisième mandat présidentiel

2014: Le lancement des travaux visant à la réalisation d'un canal de Panama bis (3 fois plus long, avec ses 278 kms que le canal de Panama) suscite de violentes oppositions portant surtout sur les effets possibles sur le lac Cocibolca, la plus grande réserve d'eau douce d'Amérique centrale, que les navires empruntant le nouveau canal devront traverser. Les travaux doivent être réalisés avec une compagnie chinoise , ce qui a de quoi inquiéter Washington, toujours sensible aux interventions étrangères dans son arrière-cour centre-américaine.

El Salvador

Tirant son nom de celui de la ville du Saint-Sauveur qui est sa capitale, le Salvador correspond à l'une des cinq provinces qui formaient la capitainerie générale du Guatemala. L'indépendance proclamée en septembre 1821 puis l'intégration – éphémère et contre le gré des représentants du pays – à l'empire du Mexique furent suivies de l'adhésion à la République fédérative de Centre-Amérique en 1824, une construction politique dont l'échec aboutit en 1841 à l'indépendance totale du Salvador dont le territoire, exclusivement tourné vers le Pacifique, est l'un des plus densément peuplés de la région.

12 juin 1824 : Le Salvador se donne sa propre constitution.

1840-1880 : Les exportations d'indigo reprennent. L'indigo est cultivé par de petits et moyens propriétaires métis, les *poquiteros*, qui reçoivent une avance des négociants urbains chargés de sa distribution et de sa vente. Les plus importantes des plantations emploient des Indiens des terres communautaires. Même après la dissolution de l'Union, les producteurs d'indigo du Salvador et les riches marchands de Guatemala conservent des liens étroits.

1846 : Début de la production de café.

Janvier 1851 : Un libéral, lieutenant de Morazan, Doroteo Vasconcelos, prend le pouvoir au Salvador et exige une promesse d'union de la part du Honduras et du Nicaragua.

Février 1851 : Vasconcelos est défait par le Guatémaltèque Carrera lors de la bataille de San José de Arada.

1876-1885 : Le président Rafael Zaldívar procède à des réformes libérales au Salvador.

1879 : Dans le cadre de la réforme agraire, le gouvernement entame les expropriations qui atteignent leur apogée à la suite des lois de 1881-1882. Celles-là prévoient la suppression des terres communes et des communautés (*comunales*). La culture caféière peut alors s'étendre à l'ensemble du pays qui se lance dans des constructions ferroviaires et dans la modernisation des ports et des routes.

Années 1870-1880 : Le Salvador est en plein cycle du café. Sa nombreuse population fournit une abondante main-d'œuvre bon marché aux propriétaires des grandes plantations qui, seuls, participent à la vie politique.

1885 : Des libéraux menés par le général Francisco Menendez se rebellent contre Zaldívar, contraint de quitter le pouvoir. Une période de dictature militaire ponctuée de fréquents coups d'Etat débute alors.

1913-1927 : Le pays est dirigé par les Melendez-Quiñones, des barons du café, qui se succèdent à la présidence.

1927-1931 : Le gouvernement conservateur de Pio Romero Bosque promulgue des lois sur le travail et légalise les syndicats. Le président promeut la liberté de la presse et favorise des élections libres pour son successeur.

1930 : Le pays est frappé de plein fouet par la crise économique mondiale, à l'origine de mouvements sociaux qui touchent d'abord les villes puis se diffusent aux plantations de café.

28 mars 1930 : Naissance du parti communiste dirigé par Farabundo Martí.

Janvier 1931 : Arturo Araujo, issu d'une famille de grands propriétaires et admirateur du mouvement travailliste britannique, est élu président à la suite d'élections libres. Ses idées

socialistes et la légalisation du parti communiste suscitent la crainte des propriétaires terriens alors qu'il ne dispose pas non plus de la faveur des militaires. Il ne se maintient au pouvoir que dix mois.

2 décembre 1931 : Coup d'Etat de jeunes officiers qui portent au pouvoir le vice-président et ministre de la Guerre d'Araujo, le général Maximiliano Hernandez Martinez qui dirige le pays jusqu'en 1944. L'armée se hisse ainsi à la tête du Salvador dont elle est depuis l'organe politique principal. Plus le temps passe, plus les militaires s'infiltrèrent dans l'administration, si bien que le pays est l'un des plus militarisés d'Amérique latine.

Janvier 1932 : Le pays, en proie à une insurrection générale, est à feu et à sang. Les métis et les Indiens, armés de machettes, se révoltent, notamment dans les régions productrices de café. Le mouvement est étouffé, la répression fait de 10 000 à 30 000 morts et les *leaders* du parti communiste sont exécutés. Les élites traditionnelles s'effacent alors du pouvoir qu'elles confient aux militaires : quarante années de gouvernement répressif s'ouvrent.

2 mai 1944 : Grève générale dans le pays. Hernandez Martinez est renversé.

1945-1948 : Le général Salvador Castañeda, parvenu au pouvoir par un coup d'Etat, dirige le pays.

Décembre 1948 : Des officiers se rebellent contre le général Castañeda auquel succède un conseil révolutionnaire civil et militaire.

Décembre 1949 : Fondation du Parti révolutionnaire d'unification démocratique (PRUD) par les colonels de la junte réformatrice au pouvoir.

1950-1955 : Le gouvernement militaire du colonel Oscar Osorio, candidat de la junte aux élections, correspond à une période de réformisme et de stabilité. Le PRUD condamne la lutte des classes, mais a pour ambition de soulager la misère des plus démunis. Dans les années cinquante, la montée des prix du café est à l'origine d'une prospérité qui permet la mise en œuvre de programmes de santé et de sécurité sociale. Le gouvernement encourage la diversification de l'agriculture et l'industrialisation et investit dans les infrastructures. Cependant, les franges inférieures de la population ne bénéficient guère des fruits de la prospérité.

1956 : Le PRUD remporte les élections présidentielles grâce à des fraudes et au retrait des partis de l'opposition. Une fois au pouvoir, le président et colonel José Maria Lemus entreprend un virage à droite car la révolution cubaine, survenue en 1959, trouve de nombreux partisans à l'Université et inquiète les membres de l'oligarchie salvadorienne.

26 octobre 1960 : Une junte moderniste de gauche, formée de militaires et de civils, s'empare du pouvoir afin de transformer le pays.

25 novembre 1960 : Fondation du Parti démocrate chrétien (PDC) sous l'impulsion de Roberto Lara Velado et de José Napoléon Duarte qui en devient bientôt secrétaire général. Le parti remporte des succès et obtient des députés dès les élections de 1964.

25 janvier 1961 : La junte est chassée du pouvoir par des militaires de droite qui forment un « Directoire civil et militaire » auquel participent des conservateurs. C'est la preuve de l'extrême hétérogénéité des tendances politiques au sein de l'armée. Le PRUD disparaît, remplacé en septembre par le Parti de conciliation nationale (PCN).

1962 : Le colonel Rivera, candidat du PCN, est élu président. Le pays bénéficie des retombées positives du marché commun centraméricain.

1964 : José Napoléon Duarte devient le premier maire d'opposition de San Salvador, la capitale. Il y est reconduit en 1966 alors que l'influence du PDC ne cesse de s'accroître, particulièrement dans les régions urbanisées.

1967-1972 : Présidence du général Sanchez Hernandez.

Juillet 1969 : Guerre des « 100 heures » entre le Salvador et le Honduras, excédé par les flots de migrants paysans qui tentent d'échapper à la pauvreté en s'installant sur ses terres sous-peuplées et qu'il expulse. Le gouvernement salvadorien doit faire appel à des milices pour contenir les tensions dans le monde rural.

1970 : Naissance du premier parti révolutionnaire armé, les Forces populaires de libération fondées par des dissidents communistes qui préfèrent le chemin des armes et de la guérilla. Les enlèvements de riches bourgeois se multiplient.

Février 1972 : Les élections présidentielles opposent le PCN au pouvoir à une coalition de gauche, l'Union nationale d'opposition qui a pour candidat Napoléon Duarte. Devant la menace d'une victoire de Duarte, le gouvernement fait cesser le dépouillement et déclarer le candidat Arturo Armando Molina vainqueur des élections.

25 mars : Une partie de l'armée se soulève en faveur de Duarte. La rébellion est réprimée et Duarte expulsé.

1974 : Le PDC reconquiert la mairie de San Salvador.

1977 : Le colonel Romero, candidat officiel, remporte les élections présidentielles. L'étendue des fraudes discrédite un peu plus encore le parti au pouvoir.

15 octobre 1979 : Le colonel Romero est renversé par un coup d'Etat dont les auteurs s'affirment progressistes. L'hégémonie du PCN prend fin alors qu'une junte comprenant des personnalités de gauche voit le jour.

10 janvier 1980 : Mise en place d'une seconde junte qui exclut désormais la gauche. Deux membres du PDC y siègent et José Napoléon Duarte y entre en mars.

22 décembre 1980-1er mai 1982 : Napoléon Duarte dirige la junte militaire au pouvoir. Pour la première fois, le PDC s'est allié aux militaires après la signature d'un pacte qui prévoit des réformes, notamment agraires.

24 mars 1980 : Assassinat en pleine messe de l'archevêque de San Salvador, monseigneur Oscar Arnulfo Romero. Cet ancien proche de l'Opus Dei avait rompu avec le pouvoir militaire et encourageait désormais la lutte et la violence révolutionnaires pour que les pauvres obtiennent des droits. Il est le symbole d'une Eglise salvadorienne très divisée entre partisans de la théologie de la libération, parmi lesquels les Jésuites et les opposants indéfectibles au communisme et au marxisme des révolutionnaires. En dépit de ces clivages, l'Eglise pèse d'un grand poids au Salvador.

Fin 1980 : La répression contre la gauche fait rage, on compte une dizaine de victimes par jour, sans que Duarte ne s'insurge ou même ne réagisse. Une partie du PDC fait alors scission, forme le Mouvement populaire social chrétien et crée le Front démocratique révolutionnaire qui scelle une alliance avec la guérilla.

A partir de 1981, la gauche militaire n'existe plus. Il faut attendre 1984 pour voir une épuration de la droite dite « ultra ». Le pays donne l'impression de se convertir à la démocratie.

30 septembre 1981 : Création de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) qui rassemble les droites salvadoriennes anticommunistes et contre-révolutionnaires.

1982 : Elections au Salvador. Le PDC arrive en tête des suffrages, mais doit faire face à une coalition de droite menée par l'ARENA à l'Assemblée. Le libéral Alvaro Magana devient président.

1984 : Napoléon Duarte, opposé au commandant d'Aubuisson de l'ARENA, devient président.

On espère de lui qu'il mette fin à la guerre civile qui secoue le pays. Cependant, le PDC, trop divisé, court à sa propre perte.

Mars 1989 : Elections dont Freddy Cristiani, candidat de l'ARENA, sort vainqueur.

7 août 1989 : Signature de l'accord de Tela par les cinq présidents d'Amérique centrale, pressant le Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) d'engager des discussions avec le gouvernement du Salvador.

15 septembre 1989 : Accord entre le gouvernement et les guérilleros du FMLN pour l'ouverture d'un dialogue.

Octobre 1989 : Rencontre à San José des représentants du gouvernement salvadorien et de ceux du FMLN.

13 mars 1990 : Le FMLN annonce une suspension totale des actes de sabotage et des attaques contre des civils.

4 avril 1990 : Accord de Genève entre le gouvernement salvadorien et le FMLN sur la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU.

Novembre 1990 : Le FMLN reprend ses offensives.

Avril 1991 : Accord de Mexico sur une série de réformes constitutionnelles concernant l'armée, le système électoral et judiciaire et la création d'une Commission sur la Vérité.

16 janvier 1992 : Signature de l'accord final de Paix de Chapultepec au Mexique.

Mai 1992 : Le FMLN se transforme officiellement en parti politique.

Avril 1994 : Les élections sont remportées par l'ARENA.

1997 : Le FMLN gagne du terrain lors des élections.

1999 : Le candidat de l'ARENA, Francisco Flores, remporte les élections présidentielles.

12 mars 2000 : Elections législatives dont le FMLN sort vainqueur face à l'ARENA. Pour la première fois, un parti d'opposition issu de la guérilla armée devient la force politique dominante du Salvador.

1er janvier 2001 : Le Salvador légalise le dollar qui circule en parallèle avec la monnaie nationale, le colon.

13 janvier 2001 : Tremblement de terre qui fait plus d'un millier de victimes et un million de sans-abri. Il est suivi d'une réplique le mois suivant.

16 mars 2003 : Le FMLN remporte à nouveau les élections législatives face à l'ARENA, alors que le taux d'abstention frôle les 60 %.

21 mars 2004 : Le candidat de l'ARENA, Toni Saca, est élu président du Salvador. Il recueille 57 % des suffrages contre seulement 35 % pour son adversaire du FMLN, Schafik Handal.

12 mars 2006 : Les élections législatives et municipales confirment le retour au pouvoir de l'ARENA.

Mars 2006 : Le Salvador est le premier Etat d'Amérique centrale à conclure un accord de libre échange avec les Etats-Unis.

Février 2007 : Assassinat de trois membres de l'ARENA au Guatemala. On soupçonne des individus d'une organisation criminelle d'en être les auteurs. C'est le signe de l'extrême précarité

de la paix en Amérique centrale.

Mars 2009: Le journaliste Mauricio Funes, soutenu par le Front Farabundo Marti de Libération Nationale, est élu président et succède à Antonio Saca (51,2% des voix contre 48,7% à Rodigo Avila, candidat de l'Alliance Républicaine Nationaliste(ARENA)

2011: La gauche au pouvoir en parvient pas à juguler la violence et à empêcher l'essor des gangs criminels, les maras, et du narcotrafic.

novembre 2011: Pour faire face à une insécurité grandissante, le président Funes nomme un militaire, le général Munguia Payes, ministre de la justice et de la sécurité publique. Des voix s'élèvent pour critiquer ce recours à l'armée

2012: C'est un accord intervenu entre les gangs qui permet de réduire, en le divisant par trois, le nombre des assassinats dans le pays

mars 2014: L'ancien guerillero Salvador Sanchez Ceren l'emporte aux élections présidentielles sur le candidat de droite Norman Quijano.

Le Costa Rica

La tradition veut que ce soit Christophe Colomb lui-même qui ait donné son nom au pays, cette « Côte Riche » où il aborda en 1502, recelant selon lui des mines d'or qui se révélèrent rapidement légendaires. Etendu sur 51 000 kilomètres carré, le Costa Rica compte aujourd'hui 4,5 millions d'habitants et arrive loin en tête parmi les pays d'Amérique centrale dans le classement du développement humain établi par les Nations unies. Sa monnaie est le colon.

22 janvier 1825 : Le Costa Rica indépendant se dote d'une constitution et Juan Mora Fernandez est désigné président par l'Assemblée législative constituante. Elle vote la *Ley de ambulancia* qui attribue en alternance le titre et les fonctions de capitale aux principales villes du pays (San José, Cartago, Heredia et Alajuela) afin de mettre fin à leur rivalité.

1829-1831 : Le Costa Rica se retire de la Fédération d'Amérique centrale dirigée par Morazán.

Décennie 1830 : Le pays bénéficie des revenus du café, principalement exporté vers l'Angleterre et dont la production s'est fortement accrue. Le Costa Rica se prête bien à la culture du café : il n'a pas de culture coloniale, sa population est dispersée et il compte de nombreuses terres disponibles. Il diffuse ses moyens modernes de production dans le reste de l'isthme dans les années 1870-1880.

1833 : Election de Braulio Carrillo à la présidence.

1838-1842 : Présidence de Braulio Carrillo qui revient au pouvoir grâce à un coup d'Etat et sort victorieux d'une brève guerre civile, la *Guerra de la Liga*. Il met en place les fondements de la nouvelle nation costaricienne et s'emploie à redresser l'économie du pays en distribuant des terres, en favorisant la scolarisation des enfants et en réorganisant l'administration. Le Costa Rica parvient à rester à l'écart des dissensions entre les membres de la fédération d'autant que le fossé entre conservateurs et libéraux y est bien moins profond qu'ailleurs en Amérique centrale.

7 avril 1842 : Le libéral hondurien Morazán débarque au Costa Rica avec quelques centaines d'hommes de main salvadoriens. Des *cafetaleros*, c'est-à-dire des propriétaires de plantations de café, ont fait appel à lui pour renverser Carrillo dont ils jugent le gouvernement despotique. Morazán est rejoint par l'armée, accueilli en héros et en libérateur et le président Carrillo n'a d'autre solution que l'exil. Cependant, le vainqueur effraie la population costaricienne en tentant

de reconstituer une armée pour restaurer la fédération. Devant la rébellion, Morazán fuit San José et se réfugie à Cartago où il est trahi et arrêté par ses adversaires.

15 septembre 1842 : L'exécution, à San José, de Morazán entraîne le retour au calme. Carrillo retrouve la présidence jusqu'en 1847.

1843 : Création de l'Université de Santo Tomas.

1847-1849 et 1866-1869 : Présidence de José Maria Castro Madriz qui œuvre en faveur d'une éducation publique et de la liberté de la presse.

30 août 1848 : Le Costa Rica devient une république.

1849 : A la suite de troubles, le président Castro doit démissionner. Un *cafetalero*, Juan Rafael Mora Porras, le remplace.

1850 : Création de l'évêché de San José. Le Costa Rica acquiert son indépendance religieuse vis-à-vis du Nicaragua.

1870-1882 : Dictature du général Tomas Guardia qui est un exemple rare d'« autoritarisme progressif ».

1871 : Promulgation de la constitution qui reste en vigueur jusqu'en 1949. Le général Guardia abolit la peine de mort, entreprend un programme de modernisation du pays qui s'appuie sur les investissements étrangers et comprend notamment la construction d'une ligne de chemin de fer jusqu'au littoral atlantique et l'aménagement de Port Limon.

1880-1930 : Lutte acharnée des Indiens pour conserver leurs terres que tentent de s'approprier les grandes compagnies.

1882-1884 : Présidence de Prospero Fernandez.

1884-1889 : Présidence de Bernardo Soto Alfaro qui, comme son prédécesseur, s'attache à moderniser le pays et à y appliquer la réforme libérale qui consiste, entre autres, à se défaire de l'influence jugée néfaste de l'Eglise catholique. Les réformateurs forment un groupe que l'on a surnommé l'Olympe. La sécularisation du pays est menée sans merci : en 1884, les cimetières sont sécularisés, les ordres religieux ont interdiction de s'installer au Costa Rica ou d'y recruter des membres. En 1887, l'Etat reconnaît le mariage civil et le divorce puis, en 1889, les collèges tenus par des religieux sont fermés. Cependant, l'Olympe est déçu dans ses attentes car les Costariciens restent fort attachés à l'Eglise et au catholicisme.

1889 : Les libéraux sont évincés du pouvoir au terme des élections présidentielles. Cependant, le candidat libéral Asencion Esquivel n'admet pas sa défaite et tente de se maintenir au pouvoir. La foule manifeste violemment sa désapprobation.

7 novembre 1889 : 7 000 hommes encerclent la capitale San José tandis que 2 000 menacent Heredia. Le président Soto, encore en charge, démissionne et Esquivel s'exile. On a frôlé la guerre civile. Pour certains historiens, cette date marque le passage du Costa Rica à la démocratie. A partir de ce moment, les élections se déroulent régulièrement tous les quatre ans, sauf en 1917 et 1948.

1890-1894 : José Joaquin Rodriguez gouverne le Costa Rica.

1890 : Fin de la construction des voies de chemin de fer qui mènent à la côte atlantique et permettent d'exporter le café vers l'Europe sans passer par le cap Horn ou la Californie. Cette amélioration des voies de communication est suivie de trois effets : une plus grande pénétration du capital étranger (anglais et américain le plus souvent), le développement de l'industrie bananière et l'ouverture de la région atlantique à la colonisation. Le Guatemala connaît la même situation vers 1908, date à laquelle les régions caféières sont reliées par voie ferroviaire au littoral

oriental.

1894-1902 : Présidence de Rafael Iglesias qui, comme son prédécesseur, est très autoritaire. Tous deux poursuivent la modernisation du pays, dans un climat économique particulièrement défavorable.

1899 : Naissance au Honduras de la United Fruit Company au capital de 11 millions de dollars. Gérée par des hommes d'affaires américains, elle dispose de nombreuses concessions au Costa Rica et en Colombie.

1901 et 1905 : Les deux campagnes électorales sont entachées d'irrégularités.

Au tournant des XIXe et XXe siècles, le Costa Rica connaît des mutations économiques et sociales. De nombreux secteurs de l'économie passent sous la domination des Américains qui n'hésitent pas à employer une main-d'œuvre étrangère, asiatique et jamaïcaine, notamment dans les plantations de bananes. Le boom économique engendré par le cycle caféier est à l'origine de l'urbanisation du pays. Au XIXe siècle, les villes et même la capitale n'étaient guère plus que de gros villages : elles se transforment et voient l'apparition des classes moyennes employées au service de l'Etat et du milieu des affaires.

Les deux premières décennies du XXe siècle sont marquées par les grèves à répétition des ouvriers du secteur bananier et des mineurs qui travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. Les tensions sociales sont vives.

1910 : Un tremblement de terre dévaste Cartago, le chef-lieu d'une province centrale du pays proche de celle de San José

1913 : Fondation de la Confédération générale des travailleurs, de tendance anarchiste.

Dès 1912, les élections ont lieu librement et au suffrage direct, ce qui n'est pas le cas dans les pays voisins.

27 janvier 1917 : Coup d'Etat des frères Federico et Joaquin Tinoco dont le premier devient président et le second ministre de la Guerre, mais le meurtre de ce dernier entraîne en 1919 la démission de son frère.

1923 : Jorge Volio, qui a officié comme prêtre pendant quelques années avant d'entrer en politique, crée le Parti réformiste en collaboration avec la Confédération générale des travailleurs.

Pendant les années vingt, le Parti réformiste est le principal parti du pays. En revanche, dans la décennie suivante, les troubles du secteur bananier sont propices au développement du parti communiste costaricain.

1931 : Fondation du Parti communiste costaricain par Manuel Mora Valverde, fidèle de Volio dont le parti ne mobilise plus dans les masses populaires.

1934 : La grève des travailleurs des plantations de bananes dévoile la force du parti communiste.

1940-1944 : Présidence de Rafael Angel Calderon Guardia qui veut mettre en pratique la doctrine sociale de l'Eglise formulée par le pape Léon XIII dans son encyclique Rerum Novarum. Le candidat du Parti républicain national adopte une législation sociale qui répond aux souhaits du parti travailliste, du parti communiste et de l'Eglise catholique, notamment de l'archevêque de San José, monseigneur Sanabria.

29 juin 1941 : Lettre pastorale de monseigneur Sanabria « Sur le juste salaire » qui apparaît comme le premier pas vers l'alliance entre le pouvoir, le PC et l'Eglise. Cette alliance a été qualifiée d'*inverosimil*, c'est-à-dire d'in vraisemblable, tant il semble incongru que les catholiques aient pu trouver un terrain d'entente avec les communistes. En tout cas, l'oligarchie en est révoltée.

1944 : Dans un climat de tension et de violence exacerbées, les élections présidentielles voient l'arrivée au pouvoir de Teodoro Picado, poulain du président Calderon qui ne peut se représenter.

1946 : Elaboration d'un code électoral qui garantit ses droits à l'opposition.

Février 1948 : Dans une atmosphère encore plus tendue qu'en 1944, les élections présidentielles opposent l'ancien président Rafael Calderon Garcia au *leader* de l'opposition Otilio Ulate Bravo que le scrutin donne vainqueur.

1er mars 1948 : L'Assemblée, favorable à Calderon, annule les élections.

11 mars 1948 : Début d'une guerre civile qui dure cinq semaines et fait près de 2 000 morts. Les rebelles, menés par José Francisco Figueres Ferrer, prétextent la volonté du gouvernement de dissimuler les résultats des élections pour s'en prendre au pouvoir en place. Après avoir été exilé, ce grand propriétaire respectueux de ses travailleurs était revenu en 1944 avec un programme politique et l'ambition d'installer une Seconde République dans le pays. Il comptait développer une politique sociale en faveur des travailleurs, construire un nouvel Etat et lutter contre le communisme. Il a, en outre, pour objectif de renverser les dictatures dans les pays voisins et notamment celle de Anastasio Somoza Garcia au Nicaragua. Les petits comme les grands sont conquis par ses idées. Devant la menace d'une intervention extérieure, les gouvernants et Figueres s'entendent pour déposer les armes. Bientôt ce dernier entre dans San José.

8 mai 1948 : Proclamation de la Seconde République et mise en place d'une junte dirigée par Figueres jusqu'en novembre 1949. Le parti communiste devient illégal.

Décembre 1948 : Les Etats-Unis, qui voient d'un mauvais œil ce président qui, bien qu'ennemi des communistes, ne leur est guère favorable, laissent Somoza, allié à Calderon, attaquer le Costa Rica. Cependant, défait lors de son offensive, le Nicaraguayen doit se retirer. En 1955, une nouvelle tentative ne sera pas davantage couronnée de succès. Au contraire, Figueres en sort renforcé aux yeux de sa population.

1950 : Ratification de la nouvelle constitution qui remplace celle, libérale, de 1871. Le président-élu en février 1948, Otilio Ulate, accède enfin au pouvoir que la junte accepte de quitter.

1953-1958 : Mandat de Figueres. Avec son parti de tendance sociale-démocrate, le Parti de libération nationale (PLN), le président entreprend des réformes décisives dans ce pays gagné aux idées nouvelles et qui adhère pleinement à l'anticommunisme de la guerre froide. Le Costa Rica jouit alors d'une solidité et d'une stabilité politiques que lui envient ses voisins.

1961 : Naissance du Parti d'union sociale-chrétienne (PUSC) qui devient, avec le Parti de libération nationale, l'un des principaux partis du Costa Rica.

1970-1974 : Retour au pouvoir du président Figueres dont les réformes sont couronnées de succès. La sécurité sociale est étendue à tous. Grâce à la hausse des prix du café en 1976 et 1977, le gouvernement est à même de développer un secteur industriel. On parle alors de *Estado benefactor*, c'est-à-dire d'Etat providence.

24 avril 1970 : Manifestation de 80 000 étudiants à San José contre la cession d'importants gisements de bauxite à une compagnie américaine. Pour la première fois, le régime de Figueres est contesté.

1971 et 1972 : Les Etats-Unis tentent à deux reprises de renverser Figueres qui neutralise à chaque fois le complot.

1978-1982 : Arrêt brutal des réformes avec l'arrivée au pouvoir de Rodrigo Carazo qui signe les premiers accords avec le FMI.

1982-1986 : Présidence de Luis Alberto Monge Alvarez dans un climat de crise économique,

sociale et politique. Le pays est en proie à une instabilité qui confine à la violence et qui est accrue par les guerres civiles sanglantes dans les Etats voisins. Après avoir accueilli des sandinistes opposés au régime de Somoza vers 1970, le Costa Rica sert désormais de refuge aux somozistes ainsi qu'à des Argentins, Chiliens, Uruguayens ayant quitté leur pays.

15 septembre 1983 : Le président annonce la neutralité « permanente, active et non armée » du pays, ce qui satisfait les Etats-Unis.

1986 : Arrivée au pouvoir de Oscar Arias Sanchez, bien décidé à ramener la paix en Amérique centrale.

24-26 mai 1986 : Celui qui a été à plusieurs reprises conseiller économique du président Figueres et Secrétaire général du PLN réunit au Guatemala les présidents des pays d'Amérique centrale.

15 février 1987 : Arias présente un plan de paix pour l'Amérique centrale à San José.

7 août 1987 : Le plan Arias est adopté par les cinq présidents d'Amérique centrale à Ciudad de Guatemala. Il prévoit le cessez-le-feu, l'arrêt de l'aide étrangère aux groupes insurgés et surtout la tenue d'élections libres dans les pays en proie à la guerre civile. Contrairement aux Américains, le président costaricien veut abattre les guérillas par la voie politique et non par les armes.

10 décembre 1987 : Le président Arias reçoit le prix Nobel de la paix auquel il associe son prédécesseur Figueres.

A partir de 1990, la dette extérieure du Costa Rica ne cesse de s'accroître. Les difficultés sociales s'y amplifient et l'on compte, sur trois millions d'habitants, 400 000 personnes très pauvres.

22 avril 1991 : Un séisme dévaste la côte atlantique du pays qui subit des inondations meurtrières quelques mois plus tard.

1991 : Les Costariciens protestent par de grandes grèves contre la politique néolibérale de leurs dirigeants.

1994 : Arrivée au pouvoir de Rafael Calderon Fournier qui tente une politique d'austérité, sans grand succès. La situation ne cesse d'empirer sous la présidence de Miguel Angel Rodriguez, élu en 1998.

2000 : Fin du litige entre le Costa Rica et le Nicaragua à propos de la navigation sur le San Juan.

7 avril 2002 : Deuxième tour des élections présidentielles qui voient s'affronter Abel Pacheco du Parti de l'unité sociale-chrétienne, de droite et Rolando Araya du Parti de libération nationale, de tendance sociale-démocrate. Pacheco l'emporte et hérite d'un pays en proie à une crise économique sans précédent et à une corruption généralisée.

Mai 2003 : Grèves des employés du secteur de l'énergie et des télécommunications contre un projet de privatisation du gouvernement. Trois ministres démissionnent.

Octobre 2004 : Trois anciens présidents, Jose Maria Figueres, Miguel Angel Rodriguez et Rafael Angel Calderon, sont accusés de corruption.

23 février 2006 : L'ancien président Oscar Arias est déclaré vainqueur des élections présidentielles du 5 février avec une avance de seulement 18 000 voix face à son adversaire du Parti d'action citoyenne, Otton Solis.

Octobre 2006 : Le pays est secoué par deux journées de grèves contre l'accord de libre échange conclu en 2004 avec les Etats-Unis et qui n'avait pas encore été ratifié. Le 7 octobre, un référendum a permis à 51,7 % des votants d'approuver ce traité de libre échange vivement contesté en revanche par les paysans, inquiets de se trouver confrontés à la concurrence des importations agricoles américaines, et par une partie significative du clergé, hostile à un accord «

néolibéral » censé menacer « le modèle de développement solidaire qui différencie le Costa Rica du reste de l'Amérique latine ».

Le pays accueille deux millions de touristes par an (soit près de la moitié de sa population). Le patrimoine archéologique et monumental est à peu près inexistant mais le Costa Rica bénéficie d'une biodiversité exceptionnelle, qui est méthodiquement protégée.

Avril 2014: Son adversaire du second tour, Johnny Araya (Parti de Libération Nationale), s'étant retiré à l'issue du premier, Luis Guillermo Solis (Parti d'Action Citoyenne) est élu président du Costa Rica.

Le Panama

Etendu sur 76 000 kilomètres carré et peuplé de 3 300 000 habitants, le Panama, issu de la sécession organisée en 1903 aux dépens de la Colombie, tire ses principales ressources de l'exploitation du canal interocéanique – 312 millions de tonnes de trafic de marchandises en 2007 – aujourd'hui en cours d'aménagement pour permettre le transit de navires beaucoup plus gros.

27 janvier 1855 : Inauguration de la voie ferrée transisthmique construite grâce à des fonds américains et à une main-d'œuvre asiatique entre les villes de Panama et de Colon, le long de l'actuel canal.

1875 : La France s'engage dans la construction d'un canal interocéanique sous la direction du concepteur du canal de Suez, Ferdinand de Lesseps.

Janvier 1881 : Début des travaux de construction du canal qui doivent s'achever en 1888. Lesseps ne tient pas compte de la nature difficile du terrain, de l'hostilité du milieu et des maladies contractées par les ouvriers dont plus de 20 000 périssent.

1888 : La Compagnie du canal fait faillite. Une autre la remplace mais connaît bientôt le même sort. En 1898, elle est offerte aux Etats-Unis qui s'empressent de saisir cette opportunité de s'approprier le canal.

22 janvier 1903 : Par le traité Hay-Herrán, la Colombie accorde aux Etats-Unis le droit de racheter la Compagnie du canal. Ils obtiennent en outre l'achèvement de la construction de la voie d'eau et son exploitation pendant un siècle.

Août 1903 : Le Congrès colombien juge que le traité Hay-Herran représente une atteinte à l'intégrité du territoire et à la souveraineté nationale. Son rejet provoque la colère des Américains et des Panaméens.

3 novembre 1903 : Tomas Arias, José Arango et Federico Boyd suscitent un mouvement de sécession et constituent une junte provisoire de gouvernement.

4 novembre 1903 : Proclamation de l'indépendance du Panama, que la Colombie se résigne à reconnaître. Des pourparlers sont immédiatement engagés avec le gouvernement de Washington en vue de la conclusion d'un traité concernant la construction d'un canal interocéanique.

6 novembre 1903 : Les Etats-Unis reconnaissent le nouvel Etat du Panama auquel ils imposent bientôt leur tutelle.

18 novembre 1903 : Signature du traité qui concède aux Etats-Unis le territoire sur lequel doit être construit le canal interocéanique de Panama.

2 décembre 1903 : Le gouvernement provisoire de la République du Panama signe le traité franco-américain Hay/Bunau-Varilla. Il dote les Etats-Unis d'un droit d'intervention à Panama où ils disposent en outre du canal et d'une bande de 10 kilomètres de chaque côté de celui-ci. Les Panaméens sont révoltés.

1904 : Rachat de la Compagnie du canal par les Etats-Unis qui retiennent le projet de canal à écluse dont le rejet par Lesseps avait conduit le plan français à la ruine.

15 août 1914 : Inauguration du canal de Panama. Le navire à vapeur américain l'Ancon effectue la traversée des 80 kilomètres de l'isthme panaméen avec, à son bord, le président de la République panaméenne Belisario Porras et le Secrétaire d'Etat américain à la Guerre. Le canal est la chasse gardée des Américains : la zone, d'une superficie de 1 435 kilomètres carré, est transformée en espace militaire et abrite le siège du quartier général des forces militaires américaines dans les Caraïbes. Elle permet aux Etats-Unis de surveiller l'Amérique latine et sépare en deux le Panama dont les habitants voient d'un mauvais œil l'existence d'une telle enclave dans leur pays.

1936 : Première révision du traité de 1903. Les Etats-Unis acceptent de perdre leur droit d'intervention sur le territoire panaméen.

1952 : Le colonel José Antonio Remón est élu président. Lors de sa campagne, il a insisté sur la nécessité d'une révision du traité de 1903.

Janvier 1955 : Assassinat du président Remón qui s'apprêtait à conclure un nouveau traité avec l'Amérique d'Eisenhower. Alors que le canal rapporte 50 millions de dollars aux Etats-Unis, ces derniers n'en reversent que deux millions au Panama. Le nouveau traité ne revient guère sur le précédent.

1963 : Alors que les revendications territoriales se multiplient, les Etats-Unis acceptent de voir flotter le drapeau panaméen au côté du leur sur tous les bâtiments civils de la zone du canal.

9 janvier 1964 : Le général Flemming, en ordonnant le retrait des drapeaux panaméens de la zone du canal, provoque une émeute qui fait vingt-sept morts et des centaines de blessés.

10 janvier 1964 : Rupture des relations diplomatiques entre Panama et les Etats-Unis.

3 avril 1964 : Les Américains promettent de réviser le traité de 1903.

11 octobre 1968 : Le colonel Torrijos, chef de la Garde nationale, arrive au pouvoir par un coup d'Etat et constitue une junte provisoire pour gouverner le pays où il entend appliquer une politique nationaliste. Le président Arnulfo Arias est contraint à l'exil.

1969 : Torrijos, désormais général, lance une réforme agraire qui lui vaut le soutien de la population paysanne.

Décembre 1969 : Formation d'une nouvelle junte sous la présidence de Demetro Lakas.

5 août 1970 : La junte rejette l'ébauche d'un nouveau traité connu sous le nom de Tres en uno. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à modifier le traité de 1903 qui leur octroie des avantages exceptionnels et leur permet de tirer d'immenses bénéfices de la gestion du canal.

11 octobre 1972 : Retour au pouvoir du général Torrijos qui se fait attribuer les pleins pouvoirs civils et militaires pour une durée de six ans. Il souhaite développer le Panama et le rendre économiquement autonome.

1973 : Fondation du Parti révolutionnaire démocrate (PRD) par Torrijos. Le président obtient des Etats-Unis l'engagement de pourparlers dans le but d'une révision totale du traité de 1903.

7 février 1974 : Les Etats-Unis reviennent sur la clause de perpétuité concernant leurs droits sur le

canal de Panama. C'est la fin de leur toute puissance dans le pays. Tous les espoirs sont désormais permis en vue d'une révision du traité.

7 septembre 1977 : Signature à Washington du traité Carter-Torrijos qui modifie celui de 1903 et fait du président panaméen un héros national. Il est ratifié par référendum au Panama le 23 octobre 1977.

Octobre 1978 : Elections législatives. Torrijos cède sa place à son ancien ministre de l'Education, Aristides Royo, premier président civil, et reprend ses fonctions de chef de la Garde nationale.

1er octobre 1979 : Entrée en vigueur du traité Carter-Torrijos pour une durée de vingt ans. Il prévoit la restitution de la souveraineté du Panama sur la quasi-totalité de la zone du canal. Le canal et ses installations seront gérés par une commission mixte au sein de laquelle l'effectif des membres panaméens augmentera avec le temps. Leur défense sera assurée conjointement par les Etats-Unis et le Panama puis uniquement par ce dernier à partir de 2000, date d'expiration du traité. Cependant, le Congrès américain, mécontent d'un texte si favorable au Panama, fait ajouter des amendements contraignants qui permettent aux Etats-Unis d'intervenir militairement dans l'isthme pour assurer la libre circulation sur le canal.

31 juillet 1981 : L'assassinat mystérieux du général Torrijos remet en cause bon nombre des changements espérés par les Panaméens. Manuel Antonio Noriega, fidèle de l'ancien président, devient l'homme fort du pays. Il instaure avec le temps ce que l'on a appelé une « dictature républicaine » et n'hésite pas à travailler de pair avec la CIA. Deux partis convoitent le pouvoir : les militaires « torrijistes » et le parti ultraconservateur.

Août 1983 : Le général Noriega est promu chef de la Garde nationale qui contrôle de fait le gouvernement. Il compte prendre le pouvoir grâce à l'armée et crée pour cela les Forces de défense du Panama qui rassemblent la Garde nationale et toutes les forces militaires panaméennes. La loi qui institue les Forces de défense du Panama stipule en outre que leur chef ne saurait être destitué par le pouvoir exécutif. Noriega est donc hors d'atteinte et peut continuer à orienter discrètement la politique du pays. Sous son influence, le Panama tisse des liens étroits avec Cuba et le Nicaragua de Manuel Ortega, ce qui crée des tensions avec les Etats-Unis.

Mai 1984 : Election du président Ardito Barletta, candidat du Parti révolutionnaire démocrate.

1985 : Le président Barletta démissionne et Eric Del Valle, un ultraconservateur, lui succède.

Septembre 1985 : Le docteur Hugo Spadafora, ancien ministre de la Santé, jette le trouble dans le pays en accusant de nombreux militaires de haut grade de trafic de stupéfiants et de corruption. Les étudiants manifestent leur indignation lors d'émeutes sévèrement réprimées par le pouvoir et l'armée. Peu de temps après, le corps sans vie du docteur Spadafora est découvert au Costa Rica. De toute évidence, il a été assassiné par les militaires panaméens. La communauté internationale s'en émeut et Amnesty International somme le président Del Valle et le général Noriega d'ouvrir une enquête, ce qui ne sera jamais fait. Les hauts responsables panaméens s'en tiennent à la thèse de la fuite de Spadafora.

Mars 1986 : Dans une atmosphère de crise économique et d'appauvrissement général, le gouvernement Del Valle réforme le Code du travail pour l'agriculture et l'industrie, à la grande satisfaction du FMI qui attend des mesures de rigueur économique. Cela suscite la colère populaire et le Panama s'engage dans une escalade de violence. Le général Noriega, soupçonné de trafic de drogue et accusé de mettre en péril la démocratie au Panama, ne cesse d'affirmer son hostilité à l'égard des Etats-Unis. En dépit des pressions secrètes exercées par les Américains, il refuse de démissionner.

Enlisés au Nicaragua contre les sandinistes de Manuel Ortega, les Américains constatent que la lutte sera longue et qu'ils auront besoin des territoires de la zone du canal après 2000, date à laquelle leurs droits prennent fin selon le traité Torrijos-Carter. La guerre entre le Panama et les Etats-Unis est économique et idéologique. Les Etats-Unis prennent des sanctions économiques

tandis que Noriega orchestre une propagande anti-impérialiste, à l'instar de Fidel Castro à Cuba. L'Américain est désigné comme l'ennemi.

Juin 1987 : L'ex-chef de l'état-major des forces de défense, le colonel Roberto Diaz Herrera, accuse Noriega de corruption, de fraude électorale, de trafic de drogue mais surtout d'être à l'origine de l'assassinat du docteur Spadafora.

10-15 juin 1987 : Emeutes et manifestations afin d'obtenir la démission de Noriega auquel les classes supérieures sont particulièrement hostiles.

30 juin 1987 : Contre-manifestation, qui revêt un ton nettement anti-américain, à laquelle prennent part plusieurs ministres.

Juillet 1987 : Nouvelles émeutes violemment réprimées à Panama. Amnesty International recense plusieurs milliers de blessés et des centaines d'arrestations, dont celles d'enfants.

24 juillet 1987 : Les Etats-Unis suspendent toute aide économique et militaire au Panama.

27 juillet 1987 : Le colonel Diaz Herrera est arrêté et emprisonné. Jugé coupable de « crimes contre la sûreté de l'Etat », il doit s'exiler, comme bien d'autres opposants politiques qui craignent, si ce n'est pour leur vie, du moins pour leur liberté. Le Panama vit une période de restriction des libertés et d'oppression et les manifestations sont proscrites. L'opposition résiste en créant une « Croisade civique nationale » et en appelle à l'intervention américaine.

Mars 1988 : Alors que le traité Torrijos-Carter prévoyait une réduction des forces armées américaines dans la zone du Canal, les Etats-Unis y amassent des troupes, en prévision d'une éventuelle intervention.

16 mars 1988 : Tentative de coup d'Etat militaire contre le général Noriega qui parvient à se maintenir au pouvoir grâce à ses nombreux partisans. Les vingt officiers qui sont à l'origine du putsch sont arrêtés, torturés et emprisonnés. Deux jours plus tard, l'état d'urgence est décrété dans le pays où les émeutes se poursuivent sans relâche. Les arrestations de dirigeants de l'opposition se multiplient. L'opposition s'affaiblit par ses divisions internes, qui s'ajoutent à la répression dont elle est l'objet.

Fin mars 1988 : La grève générale contre la crise économique et pour le paiement régulier des salaires, notamment dans la fonction publique, paralyse le pays.

7 mai 1989 : Elections présidentielles dans un climat de forte tension. Trois coalitions se présentent : la Coalition de libération nationale (COLINA) qui regroupe sept partis, l'Alliance démocratique d'opposition civile (ADOC) qui en rassemble quatre et enfin le Parti panaméen authentique (PPA).

8-10 mai 1989 : La violence reprend dès le lendemain des élections. Les manifestations engendrées par les irrégularités du scrutin sont violemment réprimées par des milices civiles qui, pour la première fois au grand jour, agissent pour le compte de l'armée.

10 mai 1989 : Le général Noriega annule les résultats des élections et s'octroie les pleins pouvoirs civils et militaires. Emeutes, arrestations et répression de l'opposition sont le lot quotidien pendant les mois qui suivent cette prise illégale de pouvoir.

3 octobre 1989 : Nouvelle tentative de coup d'Etat d'officiers contre Noriega qui parvient une nouvelle fois à se maintenir au pouvoir et accuse les Etats-Unis d'avoir agi en sous-main, par l'entremise de ces militaires panaméens.

15 décembre 1989 : Le général Noriega déclare la guerre aux Etats-Unis.

20 décembre 1989 : Guillermo Endara Galimany, déclaré vainqueur des élections de mai, devient président du Panama.

21 décembre 1989 : Les troupes américaines sont dépêchées sur le territoire panaméen où l'intervention « Juste Cause » commence. Malgré le déploiement de 24 000 hommes, l'armée américaine ne connaît pas le succès rapide escompté et le général Noriega reste introuvable. Il s'est en fait réfugié à la nonciature apostolique de Panama où il se sait inatteignable. Les Américains font le siège de la nonciature afin d'empêcher tout contact entre le général panaméen et les siens. Noriega, privé de cocaïne, se rend bientôt à ses ennemis qui le font prisonnier et le transfèrent en Floride afin de le juger. Guillermo Endara lui succède.

1992 : Les Etats-Unis déclarent Noriega coupable de trafic de drogue et le condamnent à 40 années de prison qui doivent être purgées sur le sol américain.

1994 : Le président Ernesto Torres Balladares confie un poste ministériel à Martin Torrijos fils naturel du général Omar Torrijos assassiné en 1981.

31 décembre 1999 : Mireya Moscoso devient la première femme président du Panama.

Décembre 1999 : Le Panama reprend le contrôle total du canal.

2000 : Moscoso annonce l'ouverture d'instructions à propos des crimes commis par les gouvernements militaires entre 1968 et 1989.

Janvier 2002 : La présidente met en place une commission chargée d'enquêter sur la corruption.

Septembre 2003 : Une grève nationale pour une meilleure gestion de la sécurité sociale paralyse le pays.

3 mai 2004 : Martin Torrijos, fils du général au pouvoir de 1968 à 1981, remporte les élections présidentielles pour le compte du Parti révolutionnaire démocratique face au candidat du Parti solidarité, de droite. Il s'est engagé à organiser un référendum à propos de l'élargissement du canal. Celui-ci voit passer annuellement quatorze mille navires, soit 5 % du commerce maritime mondial (20 % hors pétrole) et bénéficie de l'explosion des échanges entre la Chine et la côte ouest des Etats-Unis, qui représentent 40 % de son trafic. Le temps nécessaire au franchissement est de vingt-six heures.

2 octobre 2006 : Alors que se déroule au Panama le débat relatif à l'élargissement du canal, le président nicaraguayen Enrique Bolanos relance le projet de construction au Nicaragua d'un canal interocéanique dont le tracé suivrait le cours du Rio San Juan et du lac Nicaragua. Le canal s'étirerait ainsi sur 277 kilomètres au lieu des quatre-vingts qui correspondent à la longueur de l'actuel canal de Panama. Cette voie serait en revanche accessible aux navires de plus de 250 000 tonnes, ce qui n'est pas le cas avec le canal de Panama, même dans les dimensions qui seront les siennes après son élargissement, dont l'achèvement est prévu pour 2014. Etudié en 1887 par les Américains, un projet analogue – impliquant toutefois pour l'ouvrage des dimensions plus modestes, avait été définitivement abandonné en 1893 après la faillite de la compagnie concernée.

22 octobre 2006 : Près de 80 % des électeurs panaméens qui ont participé à la consultation (il y a eu 56 % d'abstentions) ont approuvé par référendum le projet d'élargissement du canal qui devra être mis en œuvre pour 2014, l'année du centième anniversaire de l'ouverture de la voie d'eau transocéanique. Avec les 2,27 milliards de dollars qu'il rapporte, le canal représente presque le tiers du produit intérieur brut du petit Etat panaméen, peuplé de 3,2 millions d'habitants.

Décembre 2006 : Accord de libre échange entre le Panama et les Etats-Unis.

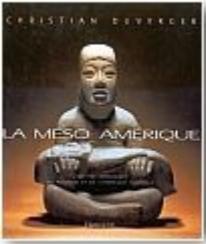
Août 2007 : Un juge américain autorise l'extradition de Noriega vers la France alors qu'il vient d'être libéré de la prison de Floride où il purgeait sa peine. Décision confirmée en janvier 2008.

2009: Les élections présidentielles voient la victoire du candidat de la droite, Ricardo Martinelli (60% des voix) contre la candidate sociale- démocrate Balbina Herrera. D'immenses travaux, engagés depuis septembre 2007, se poursuivent pour élargir la canal de Panama

2011-2012: La croissance panaméenne est la plus importante (10,6% et 6,8%) de toute l'Amérique latine

En 2008, l'Amérique centrale panse ses plaies : guerres civiles, corruption et trafic de drogue, dictatures militaires... Dans une situation économique des plus délicates, elle reste en proie à une violence politique et sociale qui s'exprime chaque jour. De nombreux défis restent à relever.

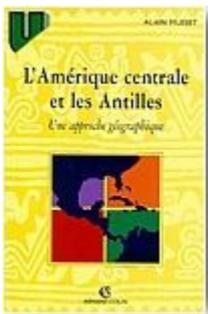
Bibliographie



La Méso-Amérique. L'art préhispanique du Mexique et de l'Amérique centrale

Christian Duverger

Flammarion, Paris, 1999



L'Amérique centrale et les Antilles

Alain Musset

Armand Colin, Paris, 1998

Partir en voyage avec Clio



[Guatemala et Salvador, Des Mayas aux conquistadors](#)

GUA 31 - 15 jours

Contrée aux paysages fantastiques, de la véritable jungle tropicale dont il ne subsiste pas beaucoup d'autres exemples sur la planète aux splendides paysages de montagne, le Guatemala est sans doute l'un ... [Dici 1/2 couvrir ce voyage](#)

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés